

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29030]

## 21 NOVEMBRE 2013. — Décret relatif aux Centres culturels

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*Section I<sup>re</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° Association de droit privé : une association sans but lucratif ou une association de fait;
- 2° Association sans but lucratif : l'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 3° Collectivité publique associée : la collectivité publique qui participe à l'organisation, au fonctionnement et au financement d'un centre culturel, à savoir :
  - a) une commune de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
  - b) une province de la région de langue française;
  - c) la Commission communautaire française;
- 4° Commission des centres culturels : l'instance d'avis du secteur des centres culturels en application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel;
- 5° Culture : les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité ainsi que les significations qu'il donne à son existence et à son développement;
- 6° Démocratie culturelle : la participation active des populations à la culture, à travers des pratiques collectives d'expression, de recherche et de création culturelles conduites par des individus librement associés, dans une perspective d'égalité, d'émancipation et de transformation sociale et politique;
- 7° Démocratisation culturelle : l'élargissement et la diversification des publics, le développement de l'égalité dans l'accès aux œuvres et la facilitation de cet accès;
- 8° Développement culturel : l'accroissement et l'intensification de l'exercice du droit à la culture par les populations d'un territoire et la réduction des inégalités dans l'exercice du droit à la culture;
- 9° Droit à la culture : au sein des Droits humains, l'ensemble des droits culturels tant en termes de créances que de libertés, individuelles et collectives, comprenant notamment :
  - a) la liberté artistique, entendue comme la liberté de s'exprimer de manière créative, de diffuser ses créations et de les promouvoir;
  - b) le droit au maintien, au développement et à la promotion des patrimoines et des cultures;
  - c) l'accès à la culture et à l'information en matière culturelle, entendu comme l'accès notamment économique, physique, géographique, temporel, symbolique ou intellectuel;
  - d) la participation à la culture, entendue comme la participation active à la vie culturelle et aux pratiques culturelles;
  - e) la liberté de choix de ses appartenances et référents culturels;
  - f) le droit de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et programmes, et à la prise de décisions particulières en matière culturelle;
- 10° Education permanente : la démarche visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques, dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics, en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle;
- 11° Fonction culturelle : l'obligation pour un pouvoir public, le cas échéant déléguée par lui à un ou plusieurs opérateurs culturels, de mettre en œuvre un ensemble de moyens afin de permettre l'exercice individuel et collectif du droit à la culture, notamment par l'encouragement de la création et de la créativité, la vie associative, l'animation culturelle, la participation culturelle, la diffusion, l'information, l'éducation et l'enseignement, l'alphabétisation, la conservation, la médiation culturelle;
- 12° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 13° Médiation culturelle : l'ensemble des initiatives et démarches visant à faciliter l'accès à la culture, la rencontre des créateurs, l'appropriation des œuvres et la participation à la vie culturelle par tous les individus et les groupes;
- 14° Ministre : le Ministre ayant les centres culturels dans ses attributions;
- 15° Opération culturelle : un ensemble cohérent d'activités culturelles mises en œuvre par un centre culturel et articulant différentes fonctions culturelles;
- 16° Représentant d'une association de droit privé : toute personne désignée par une association de droit privé pour la représenter, étant entendu qu'un mandataire public ne peut pas être désigné comme représentant d'une association de droit privé durant l'exercice de son mandat;
- 17° Représentant d'une personne de droit public : tout mandataire public, quel que soit le titre auquel il siège, ou toute personne désignée par un pouvoir public pour le représenter.

*Section II. — Principes généraux*

**Art. 2.** Le présent décret a pour objet le développement et le soutien de l'action des centres culturels afin de contribuer à l'exercice du droit à la culture des populations, dans une perspective d'égalité et d'émancipation.

L'action des centres culturels :

1° augmente la capacité d'analyse, de débat, d'imagination et d'action des populations d'un territoire, notamment en recourant à des démarches participatives;

2° cherche à associer les opérateurs culturels d'un territoire à la conception et à la conduite d'un projet d'action culturelle de moyen et long termes;

3° s'inscrit dans des réseaux de coopération territoriaux ou sectoriels.

L'action des centres culturels contribue à l'exercice du droit à la culture et plus largement, à l'exercice de l'ensemble des droits culturels par tous et pour tous dans le respect de l'ensemble des droits humains.

L'action des centres culturels favorise le plaisir des populations de la découverte culturelle par les pratiques qu'ils déploient.

**Art. 3.** Le Gouvernement peut reconnaître l'action culturelle et octroyer une subvention, dans les limites des crédits budgétaires, au centre culturel qui remplit les conditions et respecte les procédures établies en vertu du présent décret.

**Art. 4.** Un centre culturel est un lieu de réflexion, de mobilisation et d'action culturelle par, pour et avec les populations, les acteurs institutionnels et les acteurs associatifs d'un territoire.

L'action qu'il propose permet, avec celle d'autres opérateurs culturels, l'exercice du droit à la culture par tout individu.

**Art. 5.** Les populations participent activement à la définition, la gestion et l'évaluation de l'action culturelle mise en œuvre par le centre culturel notamment au moyen des mécanismes de concertation visés aux chapitres 4 et 5 et par l'action des organes de gestion et du conseil d'orientation visée au chapitre 10.

**Art. 6.** Sans préjudice des dispositions visées au chapitre 5, le centre culturel peut obtenir la reconnaissance de son action culturelle et l'octroi d'un subventionnement pour autant qu'il dispose du statut d'association sans but lucratif et que son assemblée générale soit composée d'une chambre publique et d'une chambre privée conformément à l'article 85.

**Art. 7.** L'assemblée générale et le conseil d'administration du centre culturel respectent la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

**Art. 8.** Sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, ne peut être membre du centre culturel une personne physique ou une personne morale dont il est établi par une décision de justice coulée en force de chose jugée qu'elle ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

*CHAPITRE II. — Champ de l'action culturelle*

*Section I<sup>re</sup>. — Action culturelle générale*

**Art. 9.** Le centre culturel exerce une action culturelle générale.

L'action culturelle générale vise le développement culturel d'un territoire, dans une démarche d'éducation permanente et une perspective de démocratisation culturelle, de démocratie culturelle et de médiation culturelle.

Le centre culturel décrit l'action culturelle générale qu'il entend mener dans un projet d'action culturelle conformément aux dispositions inscrites au chapitre 4.

**Art. 10.** Outre l'action culturelle générale, le centre culturel peut exercer, de manière cumulative le cas échéant, une action culturelle intensifiée, une ou plusieurs actions culturelles spécialisées ou une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

*Section II. — Action culturelle intensifiée*

**Art. 11.** Outre une action culturelle générale, un centre culturel peut exercer, seul ou conjointement avec un ou plusieurs autres centres culturels, une action culturelle intensifiée.

L'action culturelle est intensifiée notamment par l'ampleur du projet d'action culturelle, l'approfondissement de la participation des populations ou la diversification et la consolidation des actions et des partenariats avec les opérateurs culturels sur un territoire de projet.

Le centre culturel décrit l'action culturelle intensifiée qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, en y indiquant la manière dont l'intensification est réalisée, conformément aux dispositions du chapitre 4.

*Section III. — Action culturelle spécialisée*

**Art. 12.** Outre une action culturelle générale, un centre culturel peut exercer une ou plusieurs actions culturelles spécialisées.

La ou les actions culturelles spécialisées portent sur le développement d'une fonction culturelle ou d'une démarche artistique ou socioculturelle.

La ou les actions culturelles spécialisées peuvent être proposées en coopération avec :

1° Un ou plusieurs centres culturels;

2° Un ou plusieurs opérateurs culturels relevant des secteurs de l'architecture, des arts de la scène, des arts plastiques, des arts visuels, du cinéma, de l'éducation permanente, de l'enseignement, de la jeunesse, de la lecture publique, des lettres, du livre, du patrimoine culturel ou de tout domaine culturel ou éducatif;

3° Un ou plusieurs opérateurs actifs dans le développement local ou régional, notamment dans les domaines de l'action sociale, de l'aménagement du territoire, du développement rural ou urbain, de l'environnement, du patrimoine ou du tourisme;

4° Un ou plusieurs opérateurs assimilables aux 1°, 2° ou 3°, dont le siège social n'est pas situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Le centre culturel décrit la ou les actions culturelles spécialisées qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, en y indiquant la manière dont la spécialisation est réalisée, conformément aux dispositions du chapitre 4.

#### *Section IV. — Action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène*

**Art. 13.** Outre une action culturelle générale, un centre culturel peut exercer une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

L'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène vise la diffusion de la création professionnelle dans le secteur des arts de la scène et la circulation des œuvres entre les centres culturels dont l'action culturelle est reconnue.

Le centre culturel décrit l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, en y indiquant la manière dont la diffusion des arts de la scène est réalisée, conformément aux dispositions du chapitre 4.

### *CHAPITRE III. — Territoire de référence de l'action culturelle*

#### *Section I<sup>re</sup>. — Territoire d'implantation*

**Art. 14.** Le territoire d'implantation d'un centre culturel est le territoire sur lequel le centre culturel exerce son action culturelle générale.

Le territoire d'implantation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> couvre le territoire d'une ou plusieurs communes.

**Art. 15.** Afin de déterminer son territoire d'implantation, le centre culturel qui entend solliciter la reconnaissance d'une action culturelle générale lance, le cas échéant, préalablement à l'introduction de sa demande, un appel à manifestation d'intérêt auprès de la ou des communes limitrophes ou avoisinantes à la commune sur le territoire de laquelle il se situe et qui ne font pas partie du territoire d'implantation d'un centre culturel dont l'action culturelle est reconnue.

En cas de manifestation d'intérêt d'une ou plusieurs communes et moyennant leur accord, le territoire d'implantation du centre culturel qui entend solliciter la reconnaissance d'une action culturelle générale peut s'étendre au territoire de cette ou de ces communes.

**Art. 16.** Le territoire d'implantation d'un centre culturel, dont l'action culturelle générale est reconnue, peut être étendu au territoire de communes limitrophes ou avoisinantes moyennant leur accord.

**Art. 17.** La ou les communes qui composent le territoire d'implantation d'un centre culturel sont de plein droit des collectivités publiques associées.

#### *Section II. — Territoire de projet*

**Art. 18.** Le territoire de projet est un territoire sur lequel un centre culturel exerce, le cas échéant, une action culturelle intensifiée, une action culturelle spécialisée ou une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

Le territoire de projet d'un centre culturel inclut au moins le territoire d'implantation de ce centre culturel.

### *CHAPITRE IV. — Projet d'action culturelle*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le centre culturel qui entend solliciter la reconnaissance de son action culturelle met en œuvre une démarche qui permet de :

1° faire émerger, au moyen d'un processus participatif, les enjeux prioritaires de société au départ d'une analyse partagée du territoire d'implantation ainsi que de l'autoévaluation d'actions culturelles antérieures;

2° élaborer et mettre en œuvre au départ de ces enjeux, pour une durée de cinq années, un projet d'action culturelle couvrant le territoire d'implantation et portant, le cas échéant, sur le ou les territoires de projet;

3° développer les concertations et les partenariats utiles avec les opérateurs culturels, ainsi que les actions interdisciplinaires et intersectorielles;

4° définir les opérations culturelles permettant la mise en œuvre concrète du projet d'action culturelle;

5° rencontrer et renforcer les fonctions culturelles;

6° organiser un processus d'autoévaluation afin de piloter le projet d'action culturelle, de rendre compte des résultats et impacts obtenus, d'interroger le sens des actions culturelles et d'alimenter l'analyse partagée visée au 1°.

§ 2. Le directeur du centre culturel ou la personne qu'il désigne rédige un rapport portant sur l'analyse partagée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 6°, le cas échéant avec l'appui de l'équipe professionnelle visée aux articles 95 et 96.

§ 3. Le centre culturel qui met en œuvre l'analyse partagée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 6°, veille à :

1° lancer un appel public de participation à l'analyse partagée selon les formes les plus appropriées qu'il identifie et, au moins, auprès des opérateurs culturels actifs sur le territoire de référence reconnus par la Communauté française;

2° déterminer les personnes morales et physiques invitées à participer à l'analyse partagée en prenant en considération les manifestations d'intérêt exprimées suite à l'appel public visé au 1°.

Le conseil d'administration du centre culturel prend acte de l'analyse partagée.

Lorsqu'une personne physique ou morale contribuant à améliorer l'exercice effectif du droit à la culture n'a pas eu connaissance de l'appel public de participation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ou lorsqu'elle estime être évincée injustement du processus d'analyse partagée, elle peut saisir le conseil d'administration du centre culturel, avant qu'il ne prenne acte de l'analyse partagée, afin de présenter ses arguments indiquant l'utilité et la pertinence de sa participation. Le conseil d'administration peut imposer la participation de la personne dont question au processus ou, si celui-ci est achevé, procéder à son audition afin d'insérer, le cas échéant, des amendements à l'analyse partagée qui lui est soumise.

**Art. 20.** L'action culturelle vise à permettre aux populations l'exercice effectif du droit à la culture, avec une attention particulière à la réduction des inégalités dans l'exercice de ce droit.

Afin de permettre l'exercice du droit à la culture visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le projet d'action culturelle précise l'impact visé sur :

- 1° la liberté de création et d'expression;
- 2° l'accès économique, physique, géographique, temporel, symbolique ou intellectuel à des œuvres et à des pratiques diversifiées et de qualité;
- 3° le renforcement de l'exercice d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire;
- 4° l'accroissement des capacités d'expression et de créativité des citoyens, seuls ou en groupe, dans la perspective de leur émancipation individuelle et collective;
- 5° le maintien, le développement et la promotion des patrimoines et des cultures, y compris dans leur phase d'émergence;
- 6° le décloisonnement des pratiques culturelles entre catégories sociales, champs d'action et groupes culturels.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le projet d'action culturelle comprend :

- 1° La présentation des enjeux ayant émergé de l'analyse partagée et de l'autoévaluation telles que visées à l'article 19;
- 2° L'expression de ces enjeux en objectifs à atteindre;
- 3° L'échelonnement de l'action culturelle générale à court, moyen et long terme, de façon à rencontrer ces objectifs;
- 4° La contribution éventuelle d'une action culturelle intensifiée, d'une ou plusieurs actions culturelles spécialisées, d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, ou d'une ou plusieurs coopérations entre centres culturels à la réalisation de ces objectifs;
- 5° Le descriptif des partenariats noués, précisant l'objet sur lequel ils portent;
- 6° Le descriptif général de la répartition des ressources disponibles;
- 7° La description des démarches, procédures et méthodes envisagées pour permettre l'autoévaluation du projet d'action culturelle et le développement de l'analyse partagée.

§ 2. Le conseil d'administration du centre culturel valide le projet d'action culturelle.

Lorsqu'une personne physique ou morale contribuant à améliorer l'exercice effectif du droit à la culture estime que le projet d'action culturelle lui cause un préjudice, notamment d'ordre financier, elle peut saisir la Commission des centres culturels, avant qu'elle n'examine le projet d'action culturelle conformément à l'article 33, afin de présenter ses arguments démontrant le préjudice subi.

**Art. 22.** Le projet d'action culturelle privilégie les coopérations avec et entre les collectivités publiques associées, les autres collectivités publiques, les personnes physiques et les personnes morales, contribuant à améliorer l'exercice effectif du droit à la culture.

## CHAPITRE V. — Reconnaissance de l'action culturelle

### Section I<sup>re</sup>. — Opportunité de la reconnaissance

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le centre culturel qui entend solliciter l'octroi d'une reconnaissance de son action culturelle adresse aux services du Gouvernement une demande de principe.

§ 2. La demande de principe comprend :

- 1° Une note d'intention contenant des hypothèses relatives au développement culturel du territoire prenant comme point de départ une ébauche de l'analyse partagée visée à l'article 19;
- 2° Une esquisse de projet d'action culturelle;
- 3° Le résultat de l'appel à manifestation d'intérêt tel que défini à l'article 15.

§ 3. Les services du Gouvernement analysent la demande visée au paragraphe 2. Ils formulent, dans un délai de nonante jours à dater de l'introduction de la demande, un avis sur l'opportunité de permettre au centre culturel d'introduire une demande d'octroi de reconnaissance de son action culturelle.

L'avis des services du Gouvernement est communiqué à la Commission des centres culturels.

La Commission des centres culturels formule, dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis des services du Gouvernement, un avis sur l'opportunité de permettre au centre culturel d'introduire une demande d'octroi de reconnaissance de son action culturelle.

§ 4. Les avis visés au paragraphe 3 sont communiqués au Gouvernement.

Le Gouvernement informe le centre culturel, dans un délai de soixante jours à dater de la réception des avis visés au paragraphe 3, de sa décision motivée d'accepter ou de refuser la possibilité de solliciter la reconnaissance de son action culturelle.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 2, la décision est réputée positive.

§ 5. Le Gouvernement arrête la procédure d'introduction de la demande de principe ainsi que la procédure de recours à l'encontre d'une décision négative de solliciter une demande de reconnaissance de l'action culturelle.

### Section II. — Octroi de la reconnaissance

**Art. 24.** Le centre culturel dont la demande de principe visée à l'article 23 a fait l'objet d'une décision positive du Gouvernement peut adresser une demande de reconnaissance d'une action culturelle générale au Gouvernement.

La demande de reconnaissance de l'action culturelle générale comporte au minimum les documents et renseignements ci-après :

- 1° les statuts du centre culturel;
- 2° la composition de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du conseil d'orientation et, le cas échéant, de tout autre organe de gestion du centre culturel;
- 3° l'adresse du siège social du centre culturel;

4° l'identification sociale et financière du centre culturel;

5° la ou les communes composant son territoire d'implantation et, le cas échéant, le territoire de projet sur lequel le centre culturel entend développer une action culturelle intensifiée, une action culturelle spécialisée ou une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène;

6° la description de la procédure et de la méthode de l'analyse partagée visée à l'article 19;

7° le projet d'action culturelle élaboré conformément au chapitre 4;

8° la description des contributions financières ou sous forme de services au centre culturel par la ou les collectivités publiques associées;

9° la description des infrastructures mises à la disposition du centre culturel par la ou les collectivités publiques associées et leurs modalités d'usage;

10° la description des moyens et ressources mis à la disposition du centre culturel par les personnes physiques ou morales de droit privé;

11° un plan financier couvrant la durée de la reconnaissance sollicitée.

**Art. 25.** Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la reconnaissance d'une action culturelle générale pour autant que le centre culturel remplisse les conditions suivantes :

1° être une association sans but lucratif;

2° exercer ses activités sur le territoire d'une ou de plusieurs communes situées en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° présenter un projet d'action culturelle élaboré conformément aux dispositions du chapitre 4;

4° exercer ses activités depuis une année au moins au moment de l'introduction de la demande;

5° avoir des organes de gestion et d'avis conformes aux dispositions du chapitre 10;

6° disposer d'un directeur à temps plein ou s'engager à disposer d'un directeur à temps plein dans un délai de six mois à dater de la reconnaissance.

**Art. 26.** Lors de la demande de reconnaissance de l'action culturelle générale, le centre culturel peut solliciter, seul ou conjointement avec un ou plusieurs autres centres culturels, la reconnaissance d'une action culturelle intensifiée.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction de la demande de reconnaissance d'une action culturelle intensifiée.

**Art. 27.** Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la reconnaissance d'une action culturelle intensifiée à un nombre déterminé de centres culturels ou groupements de centres culturels sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Le Gouvernement peut procéder :

1° à la reconnaissance de l'action culturelle intensifiée de deux centres culturels ou groupements de centres culturels dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la région de langue française;

2° à la reconnaissance de l'action culturelle intensifiée d'un centre culturel ou groupement de centres culturels supplémentaire dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la région de langue française par tranche de quatre cent mille habitants;

3° à la reconnaissance de l'action culturelle intensifiée d'un ou plusieurs centres culturels supplémentaires s'il estime la demande de reconnaissance justifiée.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives au traitement et à l'analyse des demandes de reconnaissance d'une action culturelle intensifiée.

**Art. 28.** Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la reconnaissance d'une action culturelle intensifiée pour autant que le centre culturel ou le groupement de centres culturels remplisse les conditions cumulatives suivantes :

1° respecter les conditions visées à l'article 25;

2° décrire l'action culturelle intensifiée qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, en y indiquant la manière dont l'intensification est réalisée;

3° démontrer une intensification du projet d'action culturelle en termes d'ampleur du projet, d'approfondissement de la participation des populations, d'ancrage, de partenariats avec des opérateurs culturels ou de rayonnement de l'action culturelle sur un territoire de projet;

4° développer un argumentaire d'opportunité de l'intensification du projet d'action culturelle, notamment en termes de développement culturel.

**Art. 29.** Lors de la demande de reconnaissance de l'action culturelle générale, le centre culturel peut solliciter la reconnaissance d'une ou plusieurs actions culturelles spécialisées.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction de la demande de reconnaissance d'une action culturelle spécialisée.

**Art. 30.** Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la reconnaissance d'une ou de plusieurs actions culturelles spécialisées pour autant que le centre culturel ou le groupement de centres culturels remplisse les conditions cumulatives suivantes :

1° respecter les conditions visées à l'article 25;

2° décrire la ou les actions culturelles spécialisées qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, en y indiquant la manière dont la spécialisation est réalisée;

3° décrire les objectifs généraux et les objectifs opérationnels relatifs aux actions culturelles spécialisées;

4° préciser l'intérêt du développement des actions culturelles spécialisées, notamment la plus-value apportée au projet d'action culturelle;

5° indiquer l'articulation entre l'action culturelle générale et l'action culturelle spécialisée;

6° garantir la pérennité de l'action culturelle spécialisée;

7° rédiger un argumentaire d'opportunité de l'action culturelle spécialisée en termes de développement de la politique sectorielle y relative et de développement culturel sur le territoire d'implantation, le territoire de projet ou sur un territoire plus large, et justifiée par l'analyse partagée visée à l'article 19, en associant les opérateurs culturels des secteurs concernés, actifs sur le territoire de référence et reconnus par la Communauté française;

8° décrire les relations ou collaborations envisagées ou développées avec des opérateurs sectoriels.

**Art. 31.** Lors de la demande de reconnaissance de l'action culturelle générale, le centre culturel peut solliciter la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction de la demande de reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

**Art. 32. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, pour autant que le centre culturel remplisse les conditions cumulatives suivantes :

1° respecter les conditions visées aux articles 25 et 30;

2° décrire l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène qu'il entend mener dans le cadre du projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, en y indiquant la manière dont la spécialisation de diffusion sera réalisée;

3° disposer au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance :

a) des infrastructures permettant d'accueillir un public et des spectacles de différentes configurations dans des conditions techniques et scéniques professionnelles;

b) du personnel chargé de la programmation dans les disciplines des arts de la scène;

c) d'un encadrement technique professionnel;

4° participer aux réseaux et concertations :

a) au niveau local, avec les autres centres culturels dont l'action culturelle est reconnue ou non, et avec les lieux de diffusion reconnus ou non;

b) avec les opérateurs de diffusion, les coordinations et les organisations professionnelles des disciplines des arts de la scène;

c) avec les structures de création reconnues;

5° développer, seul ou en collaboration avec un ou plusieurs centres culturels dont l'action culturelle est reconnue ou avec les opérateurs reconnus, un programme de diffusion de spectacles professionnels valorisant l'ensemble des domaines d'expression artistique définis par le décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse et par le décret cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène;

6° justifier d'un volume minimal de programmation de spectacles ou d'artistes par saison culturelle;

7° inclure dans sa programmation de saison des spectacles ou des artistes bénéficiant d'un soutien de la Communauté française;

8° accueillir en résidence dans ses locaux, de manière ponctuelle ou permanente, des spectacles en création ou des étapes de travail d'artistes qui bénéficient d'une aide à la création ou d'une aide structurelle, ou d'artistes soutenus par des structures de création reconnues;

9° offrir un appui aux centres culturels dont l'action culturelle est reconnue, dans le cadre de programmations concertées par la voie, notamment, de la conclusion d'une convention dans le cadre du travail en réseau visé aux 4° et 5°.

§ 2. Le Gouvernement arrête les dispositions relatives aux critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les critères visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent, notamment en ce qui concerne le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, a), la capacité de la salle, les dimensions du plateau et l'équipement technique disponible et, en ce qui concerne le paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, une majorité de spectacles ou d'artistes, toutes disciplines confondues, soutenus par la Communauté française en application du décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse ou du décret cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène.

**Art. 33. § 1<sup>er</sup>.** La demande de reconnaissance de l'action culturelle est introduite auprès des services du Gouvernement.

Les services du Gouvernement examinent la recevabilité de la demande dans un délai de quarante-cinq jours à dater de sa réception.

Si le dossier est incomplet, les services du Gouvernement avertissent le centre culturel afin qu'il communique les pièces manquantes. Le centre culturel dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la demande pour communiquer les pièces manquantes.

Si le centre culturel ne communique pas les pièces manquantes dans le délai visé à l'alinéa 3, la demande est considérée irrecevable de plein droit.

§ 2. Le Gouvernement sollicite pour avis de la ou des demandes de reconnaissance recevables :

1° si le centre culturel est situé dans la région de langue française, le collège provincial de la province concernée ou, le cas échéant, les collèges provinciaux des provinces concernées;

2° si le centre culturel est situé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le collège de la Commission communautaire française;

3° la Commission des centres culturels;

4° le cas échéant, l'instance d'avis sectorielle compétente pour une ou plusieurs actions culturelles spécialisées;

5° le cas échéant, le Conseil interdisciplinaire des arts de la scène pour une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles les avis visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont sollicités et formulés.

**Art. 34. § 1<sup>er</sup>.** Si le centre culturel exerce son activité dans la région de langue française, les services du Gouvernement transmettent le dossier complet de la demande de reconnaissance, incluant le projet d'action culturelle, au collège provincial de la province concernée ou, le cas échéant, aux collèges provinciaux des provinces concernées.

Le ou les collèges provinciaux remettent leur avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, il est passé outre.

§ 2. Si le centre culturel exerce son activité dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, les services du Gouvernement transmettent le dossier complet de la demande de reconnaissance, incluant le projet d'action culturelle, au Collège de la Commission communautaire française.

Le Collège de la Commission communautaire française remet son avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, il est passé outre.

**Art. 35.** Les services du Gouvernement transmettent le dossier complet de la demande de reconnaissance, leur avis et l'avis du ou des collèges provinciaux ou l'avis du Collège de la Commission communautaire française à la Commission des centres culturels.

La Commission des centres culturels remet son avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, il est passé outre.

**Art. 36.** Si le centre culturel sollicite la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée, les services du Gouvernement transmettent le dossier complet de la demande de reconnaissance, leur avis, l'avis du ou des collèges provinciaux ou du Collège de la Commission communautaire française et l'avis de la Commission des centres culturels, à l'instance d'avis sectorielle compétente pour analyser l'action culturelle spécialisée.

L'instance d'avis sectorielle compétente remet son avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, il est passé outre.

**Art. 37.** Si le centre culturel sollicite la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, les services du Gouvernement transmettent le dossier complet de la demande de reconnaissance, leur avis, l'avis du ou des collèges provinciaux ou du Collège de la Commission communautaire française et l'avis de la Commission des centres culturels, au Conseil interdisciplinaire des arts de la scène pour analyser l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

L'instance d'avis sectorielle compétente remet son avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, il est passé outre.

**Art. 38.** Les avis visés aux articles 33 à 37 sont transmis au Gouvernement.

Le Gouvernement dispose d'un délai de nonante jours à dater de la réception des avis pour adopter sa décision.

**Art. 39.** La reconnaissance de toute action culturelle est accordée pour une période de cinq ans.

**Art. 40.** La reconnaissance accordée par le Gouvernement produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la décision.

**Art. 41.** Sur proposition de la Commission des centres culturels, le Gouvernement peut imposer une période probatoire d'une durée d'un an, renouvelable une seule fois, au centre culturel dont l'action culturelle est reconnue, lorsqu'il ne remplit pas l'ensemble des conditions de reconnaissance.

Le Gouvernement arrête les modalités d'application de la période probatoire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 42.** En cas de refus de reconnaissance d'une action culturelle générale, une nouvelle demande de reconnaissance peut être introduite par le centre culturel l'année qui suit celle de la notification du refus.

En cas de refus de reconnaissance d'une action culturelle intensifiée, d'une action culturelle spécialisée ou d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, une nouvelle demande de reconnaissance peut être introduite par le centre culturel concomitamment à la demande de reconduction de la reconnaissance de l'action culturelle générale.

**Art. 43.** Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi de la reconnaissance de l'action culturelle et la procédure de recours à l'encontre d'une décision de refus de reconnaissance d'une action culturelle.

### *Section III. — Reconduction de la reconnaissance*

**Art. 44.** Au plus tard le 30 juin de l'année précédant le terme de la période de cinq ans visée à l'article 39, le centre culturel peut solliciter la reconduction de la reconnaissance de l'action culturelle.

**Art. 45.** Lorsque, à l'échéance de sa reconnaissance, un centre culturel en sollicite la reconduction, le Gouvernement l'accorde pour autant que le centre culturel satisfasse aux procédures d'évaluation visées au chapitre 9, établisse un projet d'action culturelle tel que visé au chapitre 4 et qu'il satisfasse aux conditions visées au présent chapitre, section 2.

**Art. 46.** Le Gouvernement détermine la procédure de reconduction de la reconnaissance de l'action culturelle.

### *Section IV. — Retrait de la reconnaissance*

**Art. 47.** Si le centre culturel ne respecte pas les dispositions du présent décret ou si sa gestion financière fait état de graves lacunes vérifiées, le Gouvernement met en demeure le centre culturel d'adopter les mesures nécessaires afin d'y remédier.

Le centre culturel dispose d'un délai de nonante jours à dater de la réception de la mise en demeure afin d'adopter les mesures nécessaires.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, les lacunes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> persistent, le Gouvernement sollicite un avis de la Commission des centres culturels.

La Commission remet son avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis.

Le Gouvernement peut, moyennant un préavis de six mois et sans porter préjudice au respect des obligations de l'employeur découlant de la législation du travail, procéder au retrait de la reconnaissance d'une action culturelle générale ou, le cas échéant, d'une action culturelle intensifiée, d'une ou plusieurs actions culturelles spécialisées ou d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

Le retrait de la reconnaissance de l'action culturelle générale entraîne le retrait de la reconnaissance de toute autre action culturelle du centre culturel.

**Art. 48.** Le Gouvernement détermine la procédure de retrait de la reconnaissance d'une action culturelle et la procédure de recours à l'encontre d'une décision de retrait de reconnaissance d'une action culturelle.

#### CHAPITRE VI. — *Coopération entre centres culturels*

**Art. 49.** Les centres culturels qui sollicitent la reconnaissance de leur action culturelle ou dont l'action culturelle est reconnue peuvent solliciter la reconnaissance d'une coopération entre au moins trois d'entre eux.

Les centres culturels visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> élaborent et mettent en œuvre un projet de coopération.

**Art. 50.** Le projet de coopération visé à l'article 49 peut porter sur le partage ou la mutualisation efficiente de ressources matérielles, humaines, financières, logistiques ou techniques entre les centres culturels au sein du territoire composé par leurs territoires d'implantation respectifs et, le cas échéant, leurs territoires de projet, complémentairement.

Le projet de coopération peut s'accompagner de la création d'organes de gestion ou d'avis communs.

**Art. 51.** Le projet de coopération visé à l'article 49 peut porter sur la construction d'un projet commun d'action culturelle entre plusieurs centres culturels.

Le projet commun d'action culturelle est complémentaire au projet d'action culturelle de chaque centre culturel.

Les centres culturels partenaires peuvent, le cas échéant, coopérer de manière différenciée au projet commun d'action culturelle et développer de manière concertée et complémentaire des fonctions culturelles spécifiques, des spécificités artistiques, thématiques, organisationnelles ou relatives à des publics particuliers.

**Art. 52.** Le projet de coopération visé à l'article 51 démontre un approfondissement de l'exercice du droit à la culture au minimum sur les territoires d'implantation des centres culturels partenaires.

**Art. 53.** Les projets de coopération visés aux articles 50 et 51 peuvent être cumulés par un même centre culturel.

**Art. 54.** Les centres culturels qui établissent entre eux un projet de coopération visé à l'article 49 désignent un centre culturel porteur de la coopération.

**Art. 55.** Le centre culturel porteur de la coopération dépose, en accord avec les centres culturels partenaires, le projet de coopération en vue de la reconnaissance de la coopération.

**Art. 56.** Le projet de coopération comprend une description de la contribution spécifique de chaque centre culturel partenaire, la répartition des éventuelles subventions dont il est l'objet et une convention déterminant les engagements des parties contractantes.

#### CHAPITRE VII. — *Subventionnement*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 57.** Dans les limites des crédits disponibles, le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue reçoit de la Communauté française, pour la durée de la reconnaissance, une subvention annuelle.

Le Gouvernement arrête les modalités de liquidation de la subvention.

**Art. 58.** Le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue bénéficie de subventions à l'emploi conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, dont la subvention visée à l'article 16 dudit décret pour un poste de permanent à affecter au directeur du centre culturel.

**Art. 59.** Le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue peut solliciter, outre la subvention visée à l'article 57, une ou plusieurs aides ponctuelles relevant des secteurs de l'architecture, des arts de la scène, des arts plastiques, des arts visuels, du cinéma, de l'éducation permanente, de l'enseignement, de la jeunesse, de la lecture publique, des lettres, du livre, du patrimoine culturel ou de tout autre domaine culturel ou éducatif.

Le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue peut bénéficier, aux conditions arrêtées par le Gouvernement, d'interventions dans les dépenses occasionnées par les opérations culturelles exceptionnelles qu'il inscrit annuellement à son programme.

**Art. 60.** Sur la proposition de la Commission des centres culturels, des subventions exceptionnelles dont le montant total ne peut dépasser 15 % de la subvention annuelle visée à l'article 57, peuvent être accordées pour couvrir les frais résultant de circonstances particulières ne mettant pas en cause la gestion des responsables de l'institution.

**Art. 61.** Le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue peut solliciter une subvention extraordinaire d'équipement ou d'aménagement afin de couvrir des investissements d'acquisition des biens mobiliers nécessaires à la réalisation du projet d'action culturelle.

Le Gouvernement arrête le pourcentage et les plafonds à concurrence desquels les investissements consentis sont couverts par la subvention.

Lors de la reconnaissance de son action culturelle, le centre culturel peut solliciter une subvention de premier établissement dont le montant est arrêté par le Gouvernement.

**Art. 62.** Avant le 30 juin de chaque année, le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue communique aux services du Gouvernement un rapport sur ses activités, le bilan et le compte de résultat de l'exercice social écoulé arrêté au 31 décembre ainsi qu'un budget et un projet d'activités pour l'exercice en cours.

Le bilan et le compte de résultat doivent être certifiés conformes au plan comptable normalisé des opérateurs culturels subventionnés et être approuvés par l'assemblée générale.

Le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue conserve pendant dix ans tout document justificatif de l'utilisation des subventions.

Il les présente aux services du Gouvernement sur simple demande ou lors de toute inspection effectuée sur place.

**Art. 63.** En cas de manquement grave et avéré, le Gouvernement peut suspendre totalement ou partiellement l'octroi d'une ou plusieurs subventions.

Le Gouvernement arrête les conditions et la procédure de la suspension visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 64.** Si le Gouvernement accorde au centre culturel une période probatoire visée à l'article 41, les dispositions visées aux articles 57 à 61 ne sont pas applicables.

Le Gouvernement peut toutefois octroyer au centre culturel, durant la période probatoire, une aide spécifique forfaitaire qu'il détermine.

L'aide visée à l'alinéa 2 ne peut être supérieure à la subvention fixée pour l'action culturelle générale.

**Art. 65.** Les montants visés aux articles 66, alinéa 1<sup>er</sup>, 67, 68, alinéa 1<sup>er</sup>, 70, alinéa 1<sup>er</sup>, et 71, alinéa 1<sup>er</sup>, sont adaptés annuellement selon l'évolution de l'indice santé.

#### *Section II. — Action culturelle générale*

**Art. 66.** Après avis de la Commission des centres culturels, le Gouvernement octroie au centre culturel dont l'action culturelle générale est reconnue une subvention d'un montant de 100.000 euros, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accordée pour autant que la contribution globale de la ou des collectivités publiques associées soit au moins équivalente.

La subvention couvrant l'action culturelle générale est adaptée annuellement sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

**Art. 67.** Le Gouvernement peut octroyer à un centre culturel dont le territoire d'implantation couvre plus d'une commune un complément à la subvention visée à l'article 66 d'un montant maximal de 25.000 euros par commune supplémentaire, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

La subvention complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accordée à due concurrence d'une subvention complémentaire globale octroyée par la ou les collectivités publiques associées.

#### *Section III. — Action culturelle intensifiée*

**Art. 68.** Après avis de la Commission des centres culturels, le Gouvernement octroie au centre culturel dont l'action culturelle intensifiée est reconnue une subvention complémentaire d'un montant maximal de 400.000 euros, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

La subvention complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accordée à due concurrence d'une subvention complémentaire globale octroyée par la ou les collectivités publiques associées.

La subvention couvrant l'action culturelle intensifiée est adaptée annuellement sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

#### *Section IV. — Action culturelle spécialisée*

**Art. 69.** Après avis de la Commission des centres culturels et de l'instance d'avis sectorielle compétente, le Gouvernement octroie au centre culturel dont l'action culturelle spécialisée est reconnue une subvention complémentaire dont il arrête le montant.

En cas d'avis divergents émanant de la Commission des centres culturels et de l'instance d'avis sectorielle compétente, le Gouvernement motive l'octroi et le montant de la subvention complémentaire.

La subvention couvrant l'action culturelle spécialisée est adaptée annuellement sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

#### *Section V. — Action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène*

**Art. 70.** Après avis de la Commission des centres culturels et du Conseil interdisciplinaire des arts de la scène, le Gouvernement octroie au centre culturel dont l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène est reconnue une subvention complémentaire d'un montant maximal de 400.000 euros.

En cas d'avis divergents émanant de la Commission des centres culturels et du Conseil interdisciplinaire des arts de la scène, le Gouvernement motive l'octroi et le montant de la subvention complémentaire.

La subvention complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accordée à due concurrence d'une subvention complémentaire globale octroyée par la ou les collectivités publiques associées.

La subvention couvrant l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène est adaptée annuellement sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

#### *Section VI. — Coopération entre centres culturels*

**Art. 71.** Après avis de la Commission des centres culturels et, le cas échéant, de l'instance d'avis sectorielle compétente, le Gouvernement peut octroyer au centre culturel dont l'action culturelle est reconnue, désigné comme centre culturel porteur d'une coopération conformément à l'article 54, une subvention complémentaire dont il arrête le montant, destinée au projet de coopération.

La subvention couvrant le projet de coopération est adaptée annuellement sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

#### *Section VII. — Contributions des collectivités publiques associées*

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. La ou les collectivités publiques associées à un centre culturel apportent conjointement une contribution financière et sous forme de services dont l'importance et les modalités d'usage sont précisées dans le contrat-programme visé au chapitre 8.

§ 2. La ou les contributions financières visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent consister en une subvention ou en la prise en charge, par la ou les collectivités publiques associées, de dépenses au bénéfice du centre culturel dont l'action culturelle est reconnue.

La ou les contributions financières visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont au moins équivalentes à la subvention apportée par la Communauté française en application de l'article 66.

Lorsque le territoire d'implantation du centre culturel couvre plus d'une commune, la contribution minimale octroyée conjointement par les collectivités publiques associées au centre culturel est, le cas échéant, au moins équivalente à la subvention complémentaire apportée par la Communauté française en application de l'article 67.

§ 3. Le cas échéant, la ou les contributions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont au moins équivalentes à la subvention apportée par la Communauté française en application des articles 68 et 70.

Si la ou les contributions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas équivalentes à la ou aux subventions apportées par la Communauté française en application des articles 68 et 70, la ou les subventions de la Communauté française sont réduites à due concurrence.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités applicables pour la prise en compte des contributions financières et sous forme de services, apportées par les collectivités publiques associées.

**Art. 73.** La ou les collectivités publiques associées peuvent octroyer au centre culturel dont l'action culturelle spécialisée est reconnue une contribution financière ou sous forme de services complémentaires.

**Art. 74.** Afin d'assurer la mise en œuvre de son projet d'action culturelle, soit le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue est chargé de la gestion des équipements et infrastructures qui lui sont confiés par la ou les collectivités publiques associées, soit il est associé directement à leur gestion.

Lorsque, sur le territoire d'implantation considéré, une ou plusieurs infrastructures culturelles communales ou provinciales ont perçu, pour leur construction, leur rénovation ou leur aménagement, une subvention de la Communauté française notamment en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, la commune ou la province concernée permet au centre culturel dont l'action culturelle est reconnue de les utiliser.

Les modalités d'utilisation de ces infrastructures et équipements figurent dans le contrat-programme tels que visé au chapitre 8.

Lorsqu'une collectivité publique associée introduit une demande de subvention auprès du Gouvernement en vue de la construction, de la rénovation ou de l'aménagement d'une infrastructure culturelle établie sur le territoire d'implantation d'un centre culturel dont l'action culturelle est reconnue, notamment en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, la collectivité publique associée accompagne cette demande d'un engagement à respecter les obligations inscrites à l'alinéa 2.

**Art. 75.** La ou les collectivités publiques associées adaptent annuellement les contributions financières visées aux articles 72 et 73 sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

**Art. 76.** Si la ou les collectivités publiques associées octroient conjointement un montant inférieur au montant fixé dans le contrat-programme en application des articles 72 et 73, le Gouvernement en informe la ou les collectivités publiques associées, dans un délai de soixante jours suivant la prise de connaissance.

La ou les collectivités publiques associées disposent d'un délai de nonante jours pour procéder à une rectification du montant de la subvention octroyée au centre culturel.

Lorsque la ou les collectivités publiques associées décident de rectifier le montant de la subvention, elles en informent le Gouvernement dans un délai de vingt jours.

Si la ou les collectivités publiques associées ne rectifient pas le montant de la subvention conformément aux dispositions visées aux alinéas 2 et 3, le Gouvernement réduit, à due concurrence, la subvention qu'il accorde au centre culturel dont l'action culturelle est reconnue.

**Art. 77.** Si, à l'issue de la procédure visée à l'article 76, le montant octroyé par la ou les collectivités publiques associées est inférieur d'au moins vingt-cinq pourcents aux contributions inscrites dans le contrat-programme en exécution des articles 72 et 73, le Gouvernement procède au retrait de la reconnaissance du centre culturel.

**Art. 78.** Si, à l'issue de la procédure visée à l'article 76, le montant octroyé par la ou les collectivités publiques associées est inférieur aux contributions inscrites dans le contrat-programme en exécution des articles 72 et 73 pour la deuxième année consécutive, le Gouvernement procède au retrait de la reconnaissance du centre culturel.

#### CHAPITRE VIII. — *Conventionnement*

**Art. 79.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement conclut un contrat-programme avec le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue, la ou les provinces sur le territoire desquelles s'étend le territoire d'implantation et, au moins, la commune sur le territoire de laquelle le siège social du centre culturel est établi.

Le contrat-programme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est conclu pour une période de cinq ans prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la décision de reconnaissance de l'action culturelle.

Le contrat-programme contient au moins les éléments suivants :

- 1° le projet d'action culturelle;
- 2° le projet de gestion financière du centre culturel pour la durée du contrat-programme;
- 3° le montant des subventions visées au chapitre 7, octroyées par la Communauté française dans les limites des crédits budgétaires;
- 4° au sein du montant visé au 3°, le montant faisant l'objet d'une contribution à due concurrence, à apporter par la ou les collectivités publiques associées;
- 5° les contributions, sous forme de subventions et sous forme de services, apportées par la ou les collectivités publiques associées;
- 6° les modalités d'usage des infrastructures culturelles mises à la disposition du centre culturel par la ou les collectivités publiques associées.

Après avis de la Commission des centres culturels, le Gouvernement établit un modèle-type de contrat-programme et arrête la procédure.

§ 2. Pendant la durée du contrat-programme, le centre culturel peut porter le titre de « centre culturel conventionné » ou « centre culturel conventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

CHAPITRE IX. — *Evaluation*

**Art. 80.** Le centre culturel adresse aux services du Gouvernement une invitation aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du conseil d'orientation et les rapports relatifs à leur activité.

**Art. 81.** Avant le 30 juin de la quatrième année du contrat-programme, le centre culturel adresse un rapport général d'autoévaluation aux services du Gouvernement, en tenant compte de l'analyse partagée visée à l'article 19.

Le rapport général d'autoévaluation comprend deux parties :

1° un exposé relatif aux résultats et impacts de l'action culturelle du centre culturel, une évaluation de la pertinence et de l'efficacité en référence à la progression de l'exercice effectif à titre individuel ou collectif du droit à la culture par les populations du territoire d'implantation ou de projet au regard des objectifs inscrits dans le contrat-programme en cours;

2° les lignes directrices du projet d'action culturelle pour la période couverte par un éventuel nouveau contrat-programme.

Les dispositions de la section 3 du chapitre 5 sont applicables en cas de demande de reconduction de la reconnaissance.

**Art. 82.** Avant le 1<sup>er</sup> novembre qui suit le dépôt du rapport général d'autoévaluation du contrat-programme, les services du Gouvernement organisent une réunion de concertation portant sur le contenu du rapport.

Les services du Gouvernement convient à la réunion de concertation :

1° trois représentants du centre culturel, dont le directeur et au moins un représentant de la chambre privée;

2° au moins un représentant de chacune des collectivités publiques associées;

3° au moins un représentant de la Commission des centres culturels;

4° le cas échéant, un observateur désigné par le Gouvernement en vertu de l'article 91.

**Art. 83.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réunion de concertation, le centre culturel communique le cas échéant aux services du Gouvernement un rapport complémentaire relatif aux adaptations apportées aux lignes directrices du projet d'action culturelle.

**Art. 84.** Une réunion de concertation, telle que visée à l'article 82, peut être convoquée à tout moment par les services du Gouvernement, d'initiative ou à la demande de l'une des parties.

CHAPITRE X. — *Organes de gestion et d'avis**Section I<sup>re</sup>. — Organes de gestion**Sous-section I<sup>re</sup>. — Assemblée générale*

**Art. 85.** § 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale du centre culturel comprend une chambre publique et une chambre privée.

§ 2. La chambre publique ne peut rassembler plus de la moitié des membres de l'assemblée générale.

La chambre publique se compose de :

1° au minimum un représentant par commune du territoire d'implantation du centre culturel, désigné par le ou les conseils communaux;

2° si le centre culturel est situé en région de langue française, deux représentants désignés par le ou les conseils provinciaux du territoire d'implantation du centre culturel;

3° si le centre culturel est situé en région bilingue de Bruxelles-Capitale, deux représentants désignés par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

§ 3. La chambre privée se compose de :

1° personnes morales ou physiques bénéficiant d'une reconnaissance, d'un agrément, d'une convention ou d'un contrat-programme conclu avec la Communauté française;

2° associations sans but lucratif et fondations au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, des associations internationales sans but lucratif et des fondations, qui exercent une activité principalement culturelle sur le territoire d'implantation;

3° le cas échéant, personnes morales ou physiques exerçant une activité particulièrement liée au but du centre culturel, y compris des représentants d'associations de fait;

4° le cas échéant, personnes morales ou physiques soutenant le but du centre culturel.

Les personnes morales ou physiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> font partie de la chambre privée pour autant qu'elles aient introduit, auprès du président du centre culturel, une candidature motivée et que leur candidature ait recueilli une majorité de votes favorables émis par le conseil d'administration et l'assemblée générale.

*Sous-section II. — Conseil d'administration*

**Art. 86.** Le conseil d'administration est composé de douze membres au moins dont la moitié est désignée parmi les membres de la chambre publique, en application de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Les statuts du centre culturel prévoient les modalités de désignation des administrateurs dans le respect de la parité entre les deux chambres de l'assemblée générale.

*Sous-section III. — Comité de gestion*

**Art. 87.** Le conseil d'administration peut désigner en son sein des membres formant le comité de gestion, chargé d'assister le directeur dans la gestion journalière.

*Section II. — Conseil d'orientation*

**Art. 88.** Le conseil d'administration désigne les membres du conseil d'orientation avec voix délibérative, sur avis du personnel d'animation du centre culturel.

Le directeur et le personnel d'animation du centre culturel sont membres du conseil d'orientation avec voix consultative.

Le conseil d'orientation désigne en son sein un président.

Le président du conseil d'orientation siège au conseil d'administration, avec voix consultative.

**Art. 89.** Le conseil d'orientation est composé pour moitié au moins de membres qui ne font partie ni du personnel d'animation, ni du conseil d'administration du centre culturel.

**Art. 90.** Le conseil d'orientation procède à l'autoévaluation continue du projet d'action culturelle. Il contribue notamment au rapport général d'autoévaluation visé aux articles 81 et 82 et participe à l'analyse partagée visée à l'article 19.

Le conseil d'orientation remet d'initiative ou à la demande du conseil d'administration des avis sur le projet d'action culturelle et sur le développement culturel à moyen et long terme du territoire d'implantation ou, le cas échéant, du territoire de projet en prenant en considération l'analyse partagée visée à l'article 19.

### Section III. — Observateur du Gouvernement

**Art. 91.** Le Gouvernement peut désigner un observateur auprès du centre culturel dont l'action culturelle est reconnue, d'initiative ou à la demande des services du Gouvernement, d'une collectivité publique associée ou d'un organe visé aux sections 1<sup>ère</sup> et 2. L'observateur désigné par le Gouvernement est invité à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Le Gouvernement arrête les conditions d'exercice de la mission confiée à l'observateur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

## CHAPITRE XI. — Personnel

### Section I<sup>ère</sup>. — Direction

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. Le centre culturel conclut un contrat de travail à temps plein avec un directeur.

Le centre culturel dispose d'un délai de six mois à dater de la notification de la reconnaissance de son action culturelle pour conclure le contrat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le conseil d'administration établit en collaboration avec les services du Gouvernement le profil de fonction du directeur ainsi que la procédure de sélection et de publicité pour le recrutement.

Le profil de fonction tient compte notamment de l'importance du centre culturel, du volume d'activités, de l'infrastructure, de la taille de l'équipe professionnelle, des conventions collectives de travail d'application pour le secteur et, s'il existe, du projet d'action culturelle.

Le Gouvernement arrête les modalités d'adoption du profil de fonction et de publication.

§ 3. Le conseil d'administration du centre culturel constitue un jury composé de :

1° représentants désignés par le conseil d'administration du centre culturel en veillant au respect du pluralisme et à la représentation des différents types de collectivités publiques associées;

2° experts, tels qu'un ou plusieurs directeurs d'autres centres culturels;

3° un représentant des services du Gouvernement.

§ 4. Le candidat à la fonction de directeur est invité à communiquer au jury une lettre de motivation et un projet d'animation et de gestion du centre culturel.

§ 5. Le jury examine les lettres de motivation et les projets d'animation et de gestion des candidatures valablement reçues.

§ 6. Le jury soumet les candidats à la fonction de directeur à un examen écrit.

Le jury établit un classement des candidats à l'issue de l'examen écrit et motive ce classement.

§ 7. Le jury procède à l'audition des cinq candidats les mieux classés ou, si le nombre de candidats est inférieur à six, de l'ensemble des candidats.

§ 8. Le jury établit un classement général à l'issue de l'examen écrit et de l'audition et motive ce classement.

**Art. 93.** Le conseil d'administration désigne le directeur du centre culturel en prenant en considération le classement motivé établi par le jury visé à l'article 92.

Il désigne le premier classé au poste de directeur du centre culturel. Il lui est toutefois possible de désigner un candidat moins bien classé pour autant qu'il explicite la motivation qui l'y conduise et les critères qu'il prend en compte pour s'écarter du classement établi par le jury.

**Art. 94.** Le directeur est responsable de la gestion culturelle et administrative et de toute responsabilité lui confiée par le conseil d'administration.

Le directeur assume la fonction de délégué à la gestion journalière et est chargé de l'application journalière des décisions du conseil d'administration.

Le directeur siège avec voix consultative à l'assemblée générale, au conseil d'administration, au conseil d'orientation et, s'il existe, au comité de gestion.

Le conseil d'administration procède à une évaluation quinquennale du projet d'animation et de gestion du directeur visé à l'article 92, § 1<sup>er</sup>.

### Section II. — Equipe professionnelle

**Art. 95.** Le centre culturel dispose d'une équipe professionnelle chargée de gérer le centre culturel et de mettre en œuvre son projet d'action culturelle et possédant les compétences spécifiques nécessaires à cette fin.

**Art. 96.** L'équipe professionnelle peut être constituée de :

1° personnel d'animation;

2° personnel administratif;

3° personnel technique;

4° personnel d'accueil.

Le membre du personnel lié par un contrat d'emploi avec le centre culturel est affecté exclusivement à l'action culturelle générale et, le cas échéant, à l'action culturelle intensifiée, la ou les actions culturelles spécialisées ou l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

Le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue bénéficie d'un ou de subventions à l'emploi conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, dont la subvention visée à l'article 16 dudit décret pour un permanent directeur.

Lorsque le directeur est mis à disposition par la commune, le centre culturel dont l'action culturelle est reconnue ne bénéficie pas de la subvention pour l'emploi visé à l'article 9, 1<sup>o</sup>, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

#### CHAPITRE XII. — *Organisations représentatives*

**Art. 97.** L'association sans but lucratif dont l'assemblée générale est composée de représentants ou professionnels issus d'au moins la moitié de centres culturels dont l'action culturelle est reconnue, et qui met en œuvre une action fédérative est dénommée organisation représentative.

L'action fédérative intègre des fonctions de mise en réseau, de services, de représentation, de recherche et de développement, de mobilisation, d'information et de formation.

Les centres culturels participent à la définition, à la gestion et à l'évaluation de l'action fédérative.

**Art. 98.** Après avis de la Commission des centres culturels, le Gouvernement peut reconnaître l'action fédérative visée à l'article 97 et octroyer à l'organisation représentative une subvention dans les limites des crédits budgétaires.

Les modalités de liquidation de la subvention sont arrêtées par le Gouvernement.

La subvention couvrant l'action fédérative est adaptée annuellement sur la base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé.

**Art. 99.** La ou les organisations représentatives élaborent et mettent en œuvre un projet d'action fédérative couvrant l'ensemble du territoire des régions de langue française et bilingue de Bruxelles-Capitale. Le projet comprend tout ou partie des fonctions énumérées à l'article 97, alinéa 2.

**Art. 100.** § 1<sup>er</sup>. L'organisation représentative adresse une demande de reconnaissance de son action fédérative au Gouvernement.

La demande de reconnaissance de l'action fédérative comporte au minimum :

- 1<sup>o</sup> les statuts de l'organisation représentative;
- 2<sup>o</sup> la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'organisation représentative;
- 3<sup>o</sup> l'adresse du siège social de l'organisation représentative;
- 4<sup>o</sup> l'identification sociale et financière de l'organisation représentative;
- 5<sup>o</sup> le projet d'action fédérative;
- 6<sup>o</sup> un plan financier couvrant la durée de la reconnaissance sollicitée.

§ 2. Les services du Gouvernement transmettent pour avis à la Commission des centres culturels la demande de reconnaissance de l'action fédérative.

**Art. 101.** La reconnaissance de l'action fédérative est accordée pour une période de cinq ans.

Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi et de reconduction de la reconnaissance de l'action fédérative.

**Art. 102.** Les articles 59 à 63 s'appliquent aux organisations représentatives dont l'action fédérative est reconnue.

**Art. 103.** Le Gouvernement conclut un contrat-programme avec la ou les organisations représentatives dont l'action fédérative est reconnue.

Le contrat-programme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est conclu pour une période de cinq ans prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la décision de reconnaissance de l'action fédérative.

Le contrat-programme contient au moins les éléments suivants :

- 1<sup>o</sup> les objectifs généraux et les axes opérationnels du projet d'action fédérative;
- 2<sup>o</sup> un cahier des charges des actions qui seront mises en œuvre;
- 3<sup>o</sup> un plan financier pour la durée du contrat-programme;
- 4<sup>o</sup> le cas échéant, les modalités de concertation et de coopération prévues avec la ou les autres organisations représentatives pour la mise en œuvre du projet d'action fédérative;
- 5<sup>o</sup> le montant de la subvention annuelle octroyée par la Communauté française dans les limites des crédits budgétaires.

Le Gouvernement peut conclure un contrat-programme commun entre la Communauté française et plusieurs organisations représentatives.

**Art. 104.** En application de l'article 103, alinéa 3, 4<sup>o</sup>, les organisations représentatives dont l'action fédérative est reconnue concluent entre elles une convention déterminant les engagements réciproques des parties contractantes et fixant les modalités de concertation et de coopération destinées à garantir la cohérence et complémentarité des actions développées dans les régions de langue française et bilingue de Bruxelles-Capitale.

La convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit, outre les éléments visés à l'article 103, la contribution particulière de chacune des organisations signataires à la réalisation de l'action fédérative ainsi que la répartition des subventions y relatives.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions transitoires, modificatives et finales**Section I<sup>re</sup>. — Dispositions transitoires*

**Art. 105.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 106.** § 1<sup>er</sup>. Le centre culturel reconnu sur base du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels est réputé disposer d'une décision positive du Gouvernement quant à l'opportunité de la reconnaissance de son action culturelle générale.

L'article 23 ne lui est pas applicable, sauf s'il en émet la demande.

§ 2. Le centre culturel reconnu sur base du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels dispose d'une période de cinq années à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour introduire une demande de reconnaissance de l'action culturelle en application du présent décret.

Au cours de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le centre culturel conserve les subventions inscrites dans le contrat-programme qu'il a conclu en application du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels.

Si, dans le délai de cinq années visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le centre culturel introduit une demande de reconnaissance de l'action culturelle jugée recevable en application de l'article 33, le centre culturel conserve les subventions inscrites dans le contrat-programme qu'il a conclu en application du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la décision du Gouvernement en application de l'article 38.

Préalablement à l'introduction de la demande de reconnaissance de son action culturelle conformément à la procédure visée à l'article 33, le centre culturel reconnu sur base du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels adresse un rapport général d'autoévaluation aux services du Gouvernement, conformément à la procédure visée aux articles 81 à 83.

Les articles 82 et 83 sont applicables à la demande de reconnaissance visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 4.

§ 3. Au cours des cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent décret, seuls les centres culturels reconnus comme centres culturels régionaux et les centres culturels locaux reconnus dans la catégorie 1 en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels peuvent solliciter la reconnaissance d'une action culturelle intensifiée.

**Art. 107.** Au cours des cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent décret, les centres culturels reconnus dans les catégories 2, 3 et 4 en application du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels peuvent solliciter la reconnaissance de l'action culturelle générale en application du présent décret et l'octroi des subventions visés aux articles 66 et 67, à condition que les contributions de la ou des collectivités publiques associées soient au moins équivalentes.

**Art. 108.** Au cours des cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent décret, les centres culturels reconnus dans les catégories 2, 3 et 4 en application du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels peuvent solliciter, compte tenu de la contribution de la ou des collectivités publiques associées, une subvention inférieure au montant visé à l'article 66 ou une progression pluriannuelle de la subvention en vue d'atteindre le montant visé à l'article 66 identique à la progression pluriannuelle de la contribution de la ou des collectivités publiques associées.

**Art. 109.** Les centres culturels reconnus dans les catégories 2, 3 et 4 en application du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels ne peuvent introduire une demande de reconnaissance d'une action culturelle intensifiée, d'une ou plusieurs actions culturelles spécialisées ou d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène et, le cas échéant, solliciter les subventions y afférentes qu'après évaluation positive d'un premier contrat-programme conclu en application du présent décret.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le centre culturel qui dispose, au moment du dépôt de la demande de reconnaissance, d'une convention ou d'un contrat-programme relevant de l'architecture, des arts de la scène, des arts plastiques, des arts visuels, du cinéma, de l'éducation permanente, de l'enseignement, de la jeunesse, de la lecture publique, des lettres, du livre ou du patrimoine culturel peut solliciter la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée relative à cette convention ou ce contrat-programme et l'octroi d'une subvention y afférente.

**Art. 110.** Au cours des cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent décret, le centre culturel non reconnu en application du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels qui sollicite la reconnaissance d'une action culturelle ne peut pas introduire une demande de reconnaissance d'une action culturelle intensifiée, d'une ou plusieurs actions culturelles spécialisées ou d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène et ne peut pas, le cas échéant, solliciter les subventions y afférentes.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le centre culturel qui dispose, au moment du dépôt de la demande de reconnaissance, d'une convention ou d'un contrat-programme relevant de l'architecture, des arts de la scène, des arts plastiques, des arts visuels, du cinéma, de l'éducation permanente, de l'enseignement, de la jeunesse, de la lecture publique, des lettres, du livre ou du patrimoine culturel peut solliciter la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée relative à cette convention ou ce contrat-programme et l'octroi d'une subvention y afférente.

*Section II. — Dispositions modificatives*

**Art. 111.** A l'article 12, alinéa 2, 7<sup>o</sup>, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques les mots « du conseil culturel du Centre culturel, tel que défini à l'article 6, 5<sup>o</sup> du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des centres culturels » sont remplacés par « du conseil d'orientation visé aux articles 88 à 90 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ».

**Art. 112.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, le 5<sup>o</sup> est remplacé par :

«5<sup>o</sup> « Centre culturel » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ».

## Section III. — Dispositions finales

**Art. 113.** Le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels est abrogé.

**Art. 114.** Le présent décret fait l'objet d'une évaluation bisannuelle.

Le Ministre présente cette évaluation au Gouvernement et la transmet au Parlement.

L'évaluation se présente sous la forme d'un rapport portant sur l'exécution du présent décret et intégrant notamment :

1° une analyse relative à l'octroi, la reconduction et le retrait de reconnaissance d'actions culturelles;

2° une analyse des flux budgétaires liés que l'octroi, la reconduction et le retrait de reconnaissance d'actions culturelles impliquent;

3° une analyse particulière des crédits affectés aux centres culturels au titre d'action culturelle spécialisée.

La Commission des centres culturels et l'Observatoire des politiques culturelles sont associés à l'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 novembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiodisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

—  
Note

Session 2013-2014.

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n°553-1. — Amendements de commission, n° 553-2 — Rapport, n° 553-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 20 novembre 2013.

—  
VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29030]

## 21 NOVEMBER 2013. — Decreet betreffende de Culturele centra (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

## Afdeling I. — Definities

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Privaatrechtelijke vereniging : een vereniging zonder winstoogmerk of een feitelijke vereniging;

2° Vereniging zonder winstoogmerk : de vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

3° Geassocieerd overheidsbestuur : het overheidsbestuur dat deelneemt aan de organisatie, de werking en de financiering van een cultureel centrum, inzonderheid :

a) een gemeente van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

b) een provincie van het Franse taalgebied;

c) de Franse Gemeenschapscommissie;

4° Commissie voor de culturele centra : de adviesinstantie van de sector van de culturele centra met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstantie in de culturele sector;

5° Cultuur : de waarden, de geloofsblijdenissen, de overtuigingen, de talen, de kennis en de kunsten, de tradities, instellingen en wijzen van leven waardoor een persoon of een groep haar/zijn humaniteit bekend maakt alsook de betekenis die hij/zij aan zijn/haar bestaan en zijn/haar ontwikkeling hecht;

6° Culturele democratie : de actieve deelname van de bevolkingsgroepen aan cultuur, via collectieve praktijken inzake culturele uitdrukking, cultureel onderzoek en culturele creatie gevoerd door in vrij verband met elkaar zijnde enkelingen, met als doel gelijkheid, emancipatie en maatschappelijke en politieke omvorming;

7° Culturele democratisering : de uitbreiding en de diversificatie van het publiek, de ontwikkeling van de gelijkheid van de toegang tot werken en het vergemakkelijken van deze toegang;

8° Culturele ontwikkeling : de uitbreiding en de intensivering van de uitoefening van het recht op cultuur door de bevolkingsgroepen van een grondgebied en de vermindering van ongelijkheid in de uitoefening van het recht tot cultuur;

9° Recht op cultuur : binnen de Mensenrechten, het geheel van culturele, individuele en collectieve rechten zowel vorderingen als vrijheden, met inzonderheid :

- a) de artistieke vrijheid, als vrijheid om zich creatief uit te drukken, eigen creaties te verspreiden en te promoten;
- b) het recht op het behoud, de ontwikkeling en de promotie van de patrimonia en culturen;
- c) de toegang tot cultuur en informatie inzake cultuur, inzonderheid als economische, fysieke, geografische, temporele, symbolische of intellectuele toegang;
- d) de deelname aan cultuur, als actieve deelname aan het culturele leven en aan culturele praktijken;
- e) de vrijheid van keuze van zijn culturele verwantheid en praktijken;
- f) het recht om deel te nemen aan de ontwikkeling en het implementeren van beleidsvormen en plannen, en het bijzonder beslissen over cultuur;

10° Permanente opvoeding : de aanpak waarbij ernaar gestreefd wordt de maatschappij kritisch te benaderen, democratische en collectieve initiatieven te stimuleren, actief burgerschap aan te moedigen en de uitoefening van sociale, culturele, milieu- en economische rechten, met als doel de individuele en collectieve emancipatie van het publiek, door de nadruk te leggen op de actieve deelneming van het doelpubliek en de culturele uitdrukking;

11° Culturele functie : de verplichting als overheid om, desgevallend via een afvaardiging door deze aan één of meerdere cultuuroperatoren, een geheel aan middelen in te zetten om de individuele en collectieve uitoefening van het recht op cultuur toe te laten, inzonderheid door de aanmoediging van creatie en creativiteit, het verenigingsleven, de culturele animatie, de culturele deelneming, de verspreiding, de informatie, de opvoeding en het onderwijs, de alfabetisering, het behouden, de culturele bemiddeling;

12° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

13° Culturele bemiddeling : het geheel van initiatieven en aanpakken ertoe strekkend de toegang te bevorderen tot cultuur, de ontmoeting van scheppende kunstenaars, de toe-eigening van werken en de deelneming aan het culturele leven door alle enkelingen en groepen;

14° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de culturele centra behoren;

15° Cultuuractie : een coherent geheel van culturele activiteiten ingericht door een cultureel centrum en met verschillende culturele functies;

16° Vertegenwoordiger van een privaatrechtelijke vereniging : elke persoon aangewezen door een privaatrechtelijke vereniging om haar te vertegenwoordigen, met dien verstande dat een publieke mandataris niet aangewezen kan worden als vertegenwoordiger van een privaatrechtelijke vereniging gedurende de uitoefening van zijn mandaat;

17° Vertegenwoordiger van een publiekrechtelijke persoon : elke publieke mandataris, ongeacht de hoedanigheid waarvoor hij zetelt, of een persoon aangewezen door een overheid om haar te vertegenwoordigen.

#### *Afdeling II. — Algemene beginsels*

**Art. 2.** Dit decreet heeft tot doel de ontwikkeling van de culturele centra en de steun aan de actie van deze om tot de uitoefening van het recht op cultuur van de bevolkingsgroepen bij te dragen, met gelijkheid en emancipatie als doelstellingen.

De actie van de culturele centra :

1° vergroot de analyse-, debat-, verbeeldings- en actievaardigheden van de bevolkingsgroepen van een grondgebied, inzonderheid door een beroep te doen op participatieve aanpakken;

2° streeft ernaar de cultuuroperatoren van een grondgebied aan de conceptie en de leiding van een project inzake culturele actie op middenlange en lange termijn te laten deelnemen;

3° kadert in de territoriale of sectorale samenwerkingsnetwerken.

De actie van de culturele centra draagt bij tot de uitoefening van het recht op cultuur en, op uitgebreidere wijze, tot de uitoefening van het geheel van culturele rechten door allen en voor allen met inachtneming van alle mensenrechten.

De actie van de culturele centra bevordert het genoeg van de bevolkingsgroepen voortkomend uit de culturele ontdekking door de praktijken die ze inrichten.

**Art. 3.** De Regering kan de culturele actie erkennen en een subsidie toekennen, binnen de perken van de begrotingskredieten, aan het cultureel centrum dat aan de voorwaarden voldoet en de procedures vastgesteld krachtens dit decreet in acht neemt.

**Art. 4.** Een cultureel centrum is een plaats voor reflectie, mobilisatie en culturele actie, door en met de bevolkingsgroepen, de institutionele actoren en de associatieve actoren van een grondgebied.

De actie die het voorstelt laat, samen met deze van andere cultuuroperatoren, de uitoefening toe van het recht op cultuur door elk individu.

**Art. 5.** De bevolkingsgroepen nemen actief deel aan de bepaling, het beheer en de evaluatie van de culturele actie ingesteld door het cultureel centrum inzonderheid middels de overlegmechanismen bedoeld bij de hoofdstukken 4 en 5 en door de actie van de beheersorganen en de oriëntatieraad bedoeld in hoofdstuk 10.

**Art. 6.** Onverminderd de bepalingen bedoeld bij hoofdstuk 5, kan het cultureel centrum de erkenning van zijn culturele actie en de toekenning van een subsidie krijgen voor zover het over het statuut van vereniging zonder winstoogmerk beschikt en zijn algemene vergadering samengesteld wordt uit een openbare kamer en een private kamer overeenkomstig artikel 85.

**Art. 7.** De algemene vergadering en de raad van bestuur van het cultureel centrum nemen de wet van 16 juli 1971 waarbij de bescherming van ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd worden, in acht.

**Art. 8.** Onverminderd de bijzondere bepalingen ermee gepaard gaande, kan geen lid worden van een cultureel centrum, een natuurlijke persoon of een rechtspersoon voor wie vast staat door een in kracht van gewijsde gegaan rechterlijke beslissing volgens welke zij de beginsels van de democratie niet in acht neemt zoals ze uitgelegd worden door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

## HOOFDSTUK II. — *Gebied van de culturele actie*

### *Afdeling I. — Algemene culturele actie*

**Art. 9.** Het cultureel centrum oefent een algemene culturele actie uit.

De algemene culturele actie beoogt de culturele ontwikkeling van een grondgebied, in een aanpak van permanente opvoeding en een doelstelling van culturele democratisering, culturele democratie en culturele bemiddeling.

Het cultureel centrum beschrijft de algemene culturele actie die het nastreeft in een project van culturele actie overeenkomstig de bepalingen opgenomen in hoofdstuk 4.

**Art. 10.** Naast de algemene culturele actie, kan het cultureel centrum, desgevallend cumulatief, een geïntensifieerde culturele actie, één of meerdere gespecialiseerde culturele acties of een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten, uitoefenen.

### *Afdeling II. — Geïntensifieerde culturele actie*

**Art. 11.** Naast de algemene culturele actie, kan het cultureel centrum, alleen of gezamenlijk met één of meerdere andere culturele centra, een geïntensifieerde culturele actie uitoefenen.

De culturele actie wordt geïntensifieerd inzonderheid door de omvang van het project van culturele actie, de verdieping van de deelneming van de bevolkingsgroepen of de diversificatie en de consolidatie van de acties en van de partnerschappen met de cultuuroperatoren op een projectgebied.

Het cultureel centrum beschrijft de geïntensifieerde culturele actie die het zich voorneemt te leiden in het project van culturele actie bedoeld bij artikel 9, derde lid, met vermelding van de wijze waarop de intensivering verwezenlijkt wordt, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 4.

### *Afdeling III. — Gespecialiseerde culturele actie*

**Art. 12.** Naast een algemene culturele actie, kan een cultureel centrum ook één of meerdere gespecialiseerde culturele acties uitoefenen.

De gespecialiseerde culturele actie(s) heeft (hebben) betrekking op de ontwikkeling van een culturele functie of een artistieke of sociaal-culturele aanpak.

De gespecialiseerde culturele actie(s) wordt (worden) voorgesteld in samenwerking met :

1° één of meerdere culturele centra;

2° één of meerdere cultuuroperatoren die onder de sectoren van de bouwkunde, de podiumkunsten, de plastische kunsten, de visuele kunsten, de film, de permanente opvoeding, het onderwijs, de jeugd, de openbare leetuurvoorziening, de letteren, het boekwezen, het culturele erfgoed of elk cultureel of educatief gebied;

3° één of meerdere operatoren die actief zijn in de plaatselijke of gewestelijke ontwikkeling, inzonderheid in de gebieden van de sociale actie, de ruimtelijke ordening, de landelijke of stedelijke ontwikkeling, het milieu, het erfgoed of het toerisme;

4° één of meerdere operatoren die gelijkgesteld kunnen worden met de punten 1°, 2° of 3°, van wie de maatschappelijke zetel niet op het Franse taalgebied of het tweetalige gebied van Brussel-Hoofdstad gelegen is.

Het cultureel centrum beschrijft de gespecialiseerde culturele actie(s) die het wenst te voeren in het project van culturele actie bedoeld bij artikel 9, derde lid, met vermelding van de wijze waarop de specialisatie verwezenlijkt wordt, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 4.

### *Afdeling IV. — Gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten*

**Art. 13.** Naast een algemene culturele actie, kan een cultureel centrum ook een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten uitoefenen.

De gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten beoogt de verspreiding van de beroepscreativiteit in de sector van de podiumkunsten en de circulatie van werken tussen culturele centra waarvan de actie erkend is.

Het cultureel centrum beschrijft de gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten die het wenst te voeren in het project van culturele actie bedoeld bij artikel 9, derde lid, met vermelding van de wijze waarop de verspreiding van de podiumkunsten verwezenlijkt wordt, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 4.

## HOOFDSTUK III. — *Refertegebied van de culturele actie*

### *Afdeling I. — Vestigingsgebied*

**Art. 14.** Het vestigingsgebied van een cultureel centrum is het grondgebied waarop het cultureel centrum zijn algemene culturele actie uitoefent.

Het vestigingsgebied bedoeld bij het eerste lid bestrijkt het grondgebied van één of meerdere gemeentes.

**Art. 15.** Om zijn vestigingsgebied te bepalen, doet het cultureel centrum dat de erkenning wenst aan te vragen van een algemene culturele actie, desgevallend, voorafgaandelijk aan de indiening van zijn aanvraag, een oproep tot belangverklaring bij de aangrenzende of omliggende gemeentes die dicht bij de gemeente liggen op het grondgebied waarvan het gelegen is en die niet deel uitmaken van het vestigingsgebied van een cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend is.

In geval van belangverklaring van één of meerdere gemeentes en mits hun instemming, kan het vestigingsgebied van het cultureel centrum dat de erkenning van een algemene culturele actie wenst aan te vragen, zich uitbreiden tot het grondgebied van deze gemeente(s).

**Art. 16.** Het vestigingsgebied van een cultureel centrum waarvan de algemene culturele actie erkend is, kan uitgebreid worden tot het grondgebied van aangrenzende of omliggende gemeentes mits hun instemming.

**Art. 17.** De gemeentes waaruit het vestigingsgebied van een cultureel centrum bestaat, zijn van rechtswege geassocieerde overheidsbesturen.

*Afdeling II. — Projectgebied*

**Art. 18.** Het projectgebied is een grondgebied waarop een cultureel centrum, desgevallend, een geïntensifieerde culturele actie, een gespecialiseerde culturele actie of een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten uitoefent.

Het projectgebied van een cultureel centrum omvat minstens het vestigingsgebied van dit cultureel centrum.

*HOOFDSTUK IV. — Project van culturele actie*

**Art. 19.** § 1. Het cultureel centrum dat de erkenning van zijn culturele actie wenst te verkrijgen past een aanpak toe die het in staat stelt :

1° de prioritaire inzet inzake maatschappij te laten uitkomen, via een deelnemingsproces, vanuit een gedeelde analyse van het vestigingsgebied alsook de zelfevaluatie van vorige culturele acties;

2° voor een duur van vijf jaar, vanuit deze uitdagingen, een project van culturele actie uit te werken en te implementeren dat het vestigingsgebied dekt en dat betrekking heeft op, desgevallend, het grondgebied (de grondgebieden) van het project;

3° het overleg en de nodige partnerschappen te ontwikkelen met de cultuuroperatoren, alsook de interdisciplinaire en intersectorale acties;

4° de cultuuroperaties te bepalen die het concrete implementeren van het project van culturele actie toelaat;

5° aan de culturele functies tegemoet te komen en die te verstevigen;

6° een proces van zelfevaluatie in te richten om het project van culturele actie te sturen, over de verkregen resultaten en impacts verslag te geven, de zin van de culturele acties te heronderzoeken en nieuwe elementen in de gedeelde analyse bedoeld bij 1° te integreren.

§ 2. De directeur van het cultureel centrum of de persoon door hem aangewezen, stelt een verslag op over de gedeelde analyse bedoeld bij paragraaf 1, 1° en 6°, desgevallend met de steun van het beroepsteam bedoeld bij de artikelen 95 en 96.

§ 3. Het cultureel centrum dat de gedeelde analyse bedoeld bij paragraaf 1, 1° en 6° organiseert, zorgt voor :

1° het instellen van een openbare oproep tot deelneming aan de gedeelde analyse volgens de vormen die het bepaalt als best aangewezen en, minstens, bij de cultuuroperatoren die actief zijn op het refertegebied en die erkend zijn door de Franse Gemeenschap;

2° het bepalen van de rechtspersonen en de natuurlijke personen die ertoe uitgenodigd worden aan de gedeelde analyse deel te nemen met inachtneming van de belangverklaringen uitgedrukt na de oproep bedoeld bij 1°.

De raad van bestuur van het culturele centrum neemt akte van de gedeelde analyse.

Wanneer een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die bijdraagt tot de verbetering van de effectieve uitoefening van het recht op cultuur niet kennis had van de openbare oproep tot deelneming bedoeld bij het eerste lid, 1°, of wanneer hij acht dat hij onrechtvaardig verwijderd werd van het proces van gedeelde analyse, kan hij de zaak bij de raad van bestuur van het cultureel centrum aanhangig maken, voordat deze raad akte neemt van de gedeelde analyse, om zijn argumenten voor te dragen waarbij hij de nuttigheid en de relevantie van zijn deelneming te kennen geeft. De raad van bestuur kan de deelneming van de persoon waarvan sprake in het proces opleggen of, indien het proces al voleindigd is, tot het horen van deze persoon overgaan om, desgevallend, amendementen op de gedeelde analyse die hem voorgelegd wordt, in te lassen;

**Art. 20.** De culturele actie strekt ertoe de bevolkingsgroepen de effectieve uitoefening van het recht op cultuur toe te laten, met een bijzondere aandacht voor de vermindering van de ongelijkheid in de uitoefening van dat recht.

Om de uitoefening van het recht op cultuur bedoeld bij het eerste lid toe te laten, bepaalt meer nauwkeurig het project van culturele actie de beoogde impact op :

1° de vrijheid van creatie en uitdrukking;

2° de economische, fysieke, geografische, temporele, symbolische of intellectuele toegang tot werken en geïntensifieerde kunstpraktijken;

3° de versteviging van de uitoefening van een verantwoordelijk, actief, kritisch en solidair burgerschap;

4° de vergroting van de uitdrukkings- en creativiteitsvaardigheden van burgers, ongeacht of ze alleen of in groep zijn, met als doel hun individuele en collectieve emancipatie;

5° het behoud, de ontwikkeling en de promotie van erfgoed en culturen, met inbegrip van hun opkomstfase;

6° het verwijderen van de scheidingen van de cultuurpraktijken tussen sociale categorieën, actievelden en cultuurgroepen.

**Art. 21.** § 1. Het project van culturele actie omvat :

1° het voorstellen van de uitdagingen geïdentificeerd bij de gedeelde analyse en de zelfevaluatie zoals bedoeld bij artikel 19;

2° de uitdrukking van deze uitdagingen in termen van te verwezenlijken doelstellingen;

3° de fasering van de algemene culturele actie op kort, middellange en lange termijn, om deze doelstellingen te bewerkstelligen;

4° de mogelijke bijdrage van een geïntensifieerde culturele actie, van één of meerdere gespecialiseerde culturele acties, van een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten, of van één of meerdere samenwerkingsprojecten tussen culturele centra voor de verwezenlijking van deze doelstellingen;

5° de beschrijving van de aangegane partnerschappen met nauwe bepaling van hun voorwerp;

6° de algemene beschrijving van de verdeling van de beschikbare middelen;

7° de beschrijving van de aanpakken, procedures en methodes in aanmerking genomen om de zelfevaluatie mogelijk te maken van het project van culturele actie en de ontwikkeling van de gedeelde analyse.

§ 2. De raad van bestuur van het cultureel centrum keurt het project van culturele actie goed.

Wanneer een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die bijdraagt tot de verbetering van de effectieve uitoefening van het recht op cultuur acht dat het project van culturele actie haar een nadeel berokkent, inzonderheid op financieel gebied, kan ze de zaak bij de Commissie van de culturele centra aanhangig maken, voordat deze Commissie het project van culturele actie onderzoekt overeenkomstig artikel 33, om haar argumenten te laten gelden waarbij het geleden nadeel wordt bewezen.

**Art. 22.** Het project van culturele actie geeft de voorrang aan de samenwerkingsprojecten met en tussen de geassocieerde overheidsbesturen, de andere overheidsbesturen, de natuurlijke personen en de rechtspersonen, die ertoe bijdragen de effectieve uitoefening van het recht op cultuur te verbeteren.

#### HOOFDSTUK V. — *Erkenning van de culturele actie*

##### *Afdeling I. — Opportuniteit van de erkenning*

**Art. 23.** § 1. Het cultureel centrum dat de toekenning van een erkenning van zijn culturele actie wenst te krijgen, stuurt aan de diensten van de Regering een beginselaanvraag.

§ 2. De beginselaanvraag bevat :

1° een intentienota waarin hypothesen vervat zijn betreffende de culturele ontwikkeling van het grondgebied met als startpunt een schets van de gedeelde analyse bedoeld bij artikel 19;

2° een schets van het project van culturele actie;

3° het resultaat van de oproep tot belangverklaring zoals bepaald bij artikel 15;

§ 3. De diensten van de Regering onderzoeken de aanvraag bedoeld bij paragraaf 2. Binnen een termijn van negentig dagen vanaf de indiening van de aanvraag, brengen ze een advies uit over de opportuniteit om het cultureel centrum toe te laten een aanvraag om toekenning van erkenning van zijn culturele actie in te dienen.

Het advies van de diensten van de Regering wordt aan de Commissie voor de culturele centra medegedeeld.

De Commissie voor de culturele centra brengt een advies uit over de opportuniteit om het cultureel centrum toe te laten een aanvraag om toekenning van de erkenning van zijn culturele actie in te dienen, binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van het advies van de diensten van de Regering.

§ 4. De adviezen bedoeld bij paragraaf 3 worden aan de Regering medegedeeld.

De Regering brengt het cultureel centrum, binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de adviezen bedoeld bij paragraaf 3, op de hoogte van haar met redenen omklede beslissing al dan niet de mogelijkheid te bieden de erkenning van zijn culturele actie aan te vragen.

Bij gebrek aan beslissing binnen de bij het tweede lid bedoelde termijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 5. De Regering bepaalt de procedure voor de indiening van de beginselaanvraag alsook de procedure voor het beroep tegen een negatieve beslissing ten opzichte van een verzoek om een aanvraag tot erkenning van een culturele actie in te dienen.

##### *Afdeling II. — Toekenning van de erkenning*

**Art. 24.** Het cultureel centrum waarvan de beginselaanvraag bedoeld bij artikel 23 het voorwerp uitmaakte van een positieve beslissing van de Regering kan een aanvraag om erkenning van een algemene culturele actie aan de Regering toesturen.

De aanvraag om erkenning van de algemene culturele actie bevat minstens de volgende documenten en inlichtingen :

1° de statuten van het cultureel centrum;

2° de samenstelling van de algemene vergadering, de raad van bestuur, de oriëntatieraad en, desgevallend, elk ander beheersorgaan van het culturele centrum;

3° het adres van de maatschappelijke zetel van het cultureel centrum;

4° de sociale en financiële identificatie van het cultureel centrum;

5° de gemeente of de gemeentes waaruit haar vestigingsgebied bestaat en, desgevallend, het projectgebied waarop het cultureel centrum ernaar streeft een geïntensifieerde culturele actie, een gespecialiseerde culturele actie of een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten te ontwikkelen;

6° de beschrijving van de procedure en de methode van de gedeelde analyse bedoeld bij artikel 19;

7° het project van culturele actie uitgewerkt overeenkomstig hoofdstuk 4;

8° de beschrijving van de bijdragen op financieel gebied of in de vorm van diensten aan het cultureel centrum door het geassocieerd overheidsbestuur (de geassocieerde overheidsbesturen);

9° de beschrijving van de infrastructuren die ter beschikking gesteld worden van het cultureel centrum door het geassocieerd overheidsbestuur (de geassocieerde overheidsbesturen) en hun nadere gebruiksregels;

10° de beschrijving van de middelen ter beschikking gesteld van het cultureel centrum door de privaatrechtelijke natuurlijke personen of rechtspersonen;

11° een financieel plan dat de duur van de aangevraagde erkenning dekt.

**Art. 25.** De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de erkenning toekennen van een algemene culturele actie voor zover het cultureel centrum aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° een vereniging zonder winstoogmerk zijn;

2° zijn activiteiten uitoefenen op het grondgebied van één of meerdere gemeentes gelegen in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° een project van culturele actie voorstellen, uitgewerkt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 4;

4° zijn activiteiten uitoefenen sinds minstens één jaar op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;

5° beheers- en adviesorganen hebben die overeenkomen met de bepalingen van hoofdstuk 10;

6° over een voltijds directeur te beschikken of zich ertoe te verbinden over een voltijds directeur te beschikken binnen een termijn van zes maanden vanaf de erkenning.

**Art. 26.** Bij de aanvraag om erkenning van de algemene culturele actie, kan het cultureel centrum, geïsoleerd of samen met één of meerdere andere culturele centra, de erkenning aanvragen van een geïntensifieerde culturele actie.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om erkenning van een geïntensifieerde culturele actie.

**Art. 27.** De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de erkenning toekennen van een geïntensifieerde culturele actie aan een welbepaald aantal culturele centra of groepen van culturele centra op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

De Regering kan overgaan tot :

1° de erkenning van de geïntensifieerde culturele actie van twee culturele centra of groepen van culturele centra op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de erkenning van de geïntensifieerde culturele actie van één cultureel centrum of bijkomende groep van culturele centra op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in elke provincie van het Franse taalgebied per schijf van 400.000 inwoners;

3° de erkenning van de geïntensifieerde culturele actie van één of meerdere bijkomende culturele centra als ze acht dat de aanvraag om erkenning verantwoord is.

De Regering stelt de bepalingen vast betreffende de behandeling en de analyse van de aanvragen om erkenning van een geïntensifieerde culturele actie.

**Art. 28.** De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de erkenning toekennen aan een geïntensifieerde culturele actie voor zover het cultureel centrum of de groep van culturele centra aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

1° de voorwaarden bedoeld bij artikel 25 in acht nemen;

2° de geïntensifieerde culturele actie beschrijven, beoogd in het project van culturele actie bedoeld bij artikel 9, derde lid, met vermelding van de wijze waarop de intensivering verwezenlijkt wordt;

3° een intensivering van het project van culturele actie bewijzen inzake omvang van het project, verdieping van de deelname van de bevolkingsgroepen, verankering, partnerschappen met cultuuroperatoren of uitstraling van de culturele actie over een projectgebied;

4° een argumentenreeks ontwikkelen rond de opportuniteit van de intensivering van de culturele actie, inzonderheid in termen van culturele ontwikkeling.

**Art. 29.** Bij de aanvraag om erkenning van de algemene culturele actie, kan het cultureel centrum de erkenning aanvragen van één of meerdere gespecialiseerde culturele acties.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om erkenning van een gespecialiseerde culturele actie.

**Art. 30.** De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de erkenning toekennen aan één of meerdere gespecialiseerde culturele acties voor zover het cultureel centrum of de groep van culturele centra aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

1° de voorwaarden bedoeld bij artikel 25 in acht nemen;

2° de gespecialiseerde culturele actie(s) beschrijven, beoogd in het project van culturele actie bedoeld bij artikel 9, derde lid, met vermelding van de wijze waarop de specialisatie verwezenlijkt wordt;

3° de algemene doelstellingen en de operationele doelstellingen betreffende de gespecialiseerde culturele acties beschrijven;

4° het belang van de ontwikkeling van de gespecialiseerde culturele actie nauwkeurig bepalen, inzonderheid de meerwaarde gebracht aan het project van culturele actie;

5° de verhouding vermelden tussen de algemene culturele actie en de gespecialiseerde culturele actie;

6° voor de duurzaamheid van de gespecialiseerde culturele actie zorgen;

7° een argumentenreeks ontwikkelen rond de opportuniteit van de gespecialiseerde culturele actie, inzonderheid in termen van de ermee gepaard gaande ontwikkeling van het sectorale beleid en de culturele ontwikkeling op het vestigingsgebied, het projectgebied of een wijder grondgebied, en verantwoord door de gedeelde analyse bedoeld bij artikel 19, in associatie met de culturele operatoren van de betrokken sectoren, die actief zijn op het refertegebied en die erkend zijn door de Franse Gemeenschap;

8° de relaties of voorgenomen of ontwikkelde samenwerkingsbanden met de sectorale operatoren beschrijven.

**Art. 31.** Bij de aanvraag om erkenning van de algemene culturele actie, kan het cultureel centrum de erkenning van een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten aanvragen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om erkenning van een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten.

**Art. 32.** § 1. De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de erkenning toekennen aan een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten, voor zover het cultureel centrum aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

1° de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 25 en 30 in acht nemen;

2° de gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten beschrijven, beoogd in het project van culturele actie bedoeld bij artikel 9, derde lid, met vermelding van de wijze waarop de specialisatie van verspreiding verwezenlijkt zal worden;

3° bij de indiening van de aanvraag om erkenning beschikken over :

a) de infrastructuren die toelaten een publiek te ontvangen en spektakels te organiseren met verschillende configuraties in professionele technische en podiumvoorwaarden;

- b) het personeel belast met de programmering in de disciplines van de podiumkunsten;
- c) een professionele technische begeleiding;
- 4° aan de netwerken en de overlegsessies deelnemen :
  - a) op plaatselijk niveau, met de andere culturele centra waarvan de culturele actie al dan niet erkend is, en met de verspreidingsplaatsen die al dan niet erkend worden;
  - b) met de verspreidingsoperatoren, de professionele coördinaties en organisaties van de disciplines van de podiumkunsten;
  - c) met de erkende creatiestructuren;
- 5° alleen of in samenwerking met één of meerdere culturele centra waarvan de culturele actie erkend is of met de erkende operatoren, een programma van verspreiding van beroepsspektakels tot valorisatie van het geheel van de gebieden van kunstuitdrukking bepaald door het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtoneel en het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de podiumkunsten;
- 6° een minimaal volume aan programmering bewijzen van spektakels of kunstenaars per cultureel seizoen;
- 7° in zijn seizoenprogrammering spektakels en kunstenaars die de steun van de Franse Gemeenschap genieten, integreren;
- 8° als resident in zijn lokalen, eenmalig of permanent, spektakels in wording of werkstappen van kunstenaars die een steun voor de creatie of een structurele steun genieten, of kunstenaars gesteund door erkende creatiestructuren, uitnodigen;
- 9° een steun bieden aan de culturele centra waarvan de culturele actie erkend is, in het kader van overlegde programmering, inzonderheid, via het sluiten van een overeenkomst in het kader van het werk in het bedoeld bij 4° en 5°.

§ 2. De Regering stelt de bepalingen met betrekking tot de criteria bedoeld bij paragraaf 1 vast.

De criteria bedoeld bij het eerste lid omvatten, inzonderheid wat betreft paragraaf 1, 3°, a), de capaciteit van de zaal, de dimensies van het plateau en de beschikbare technische uitrusting, wat betreft paragraaf 1, 5°, een meerderheid van spektakels en kunstenaars, ongeacht de discipline, gesteund door de Franse Gemeenschap met toepassing van het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtonel en het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de podiumkunsten.

**Art. 33.** § 1. De aanvraag om erkenning van de culturele actie wordt bij de diensten van de Regering ingediend.

De diensten van de Regering onderzoeken de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen een termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst ervan.

Indien het dossier onvolledig is, wordt er bericht door de diensten van de Regering van gegeven aan het cultureel centrum opdat het de ontbrekende stukken zou indienen. Het cultureel centrum beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om de ontbrekende stukken mede te delen.

Indien het cultureel centrum binnen de termijn bedoeld bij het derde lid de ontbrekende stukken niet indient, wordt de aanvraag geacht als van rechtswege onontvankelijk zijnde.

§ 2. De Regering vraagt het advies aan voor de ontvankelijke aanvraag (aanvragen) om erkenning :

1° indien het cultureel centrum gelegen is op het Franse taalgebied, van het provinciale college van de betrokken provincie of, desgevallend, van de betrokken provinciale colleges;

2° indien het cultureel centrum gelegen is op het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, van het college van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° van de Commissie voor de culturele centra;

4° desgevallend, van de sectorale adviesinstantie bevoegd voor één of meerdere gespecialiseerde culturele acties;

5° desgevallend, van de Interdisciplinaire raad van de podiumkunsten voor een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het aanvragen en het verwoorden van de adviezen bedoeld bij het eerste lid.

**Art. 34.** § 1. Indien het cultureel centrum zijn activiteit uitoefent in het Franse taalgebied, zenden de diensten van de Regering het volledige dossier van de aanvraag om erkenning, met inbegrip van het project van culturele actie, over aan het provinciale college van de betrokken provincie of, desgevallend, aan de provinciale colleges van de betrokken provincies.

Het provinciale college (de provinciale colleges) brengt (brengen) zijn (hun) advies uit binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies.

Bij gebrek aan dit advies binnen deze termijn, wordt zonder meer verder gegaan.

§ 2. Indien het cultureel centrum zijn activiteit uitoefent in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, zenden de diensten van de Regering het volledige dossier van de aanvraag om erkenning, met inbegrip van het project van culturele actie, over aan het provinciale college van de betrokken provincie of, desgevallend, aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie brengt zijn advies uit binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies.

Bij gebrek aan dit advies binnen deze termijn, wordt zonder meer verder gegaan.

**Art. 35.** De diensten van de Regering zenden het volledige dossier van de aanvraag om erkenning, hun advies en het advies van het provinciale college (de provinciale colleges) of het advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie aan de Commissie voor de culturele centra over.

De Commissie voor de culturele centra brengt haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies.

Bij gebrek aan dit advies binnen deze termijn, wordt zonder meer verder gegaan.

**Art. 36.** Indien het cultureel centrum de erkenning van een gespecialiseerd culturele actie aanvraagt, zenden de diensten van de Regering het volledige dossier van de aanvraag om erkenning, hun advies, het advies van het provinciale college (de provinciale colleges) of het advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Commissie voor de culturele centra aan de sectorale adviesinstantie die bevoegd is voor de analyse van de gespecialiseerde culturele actie, over.

De bevoegde sectorale adviesinstantie brengt haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies.

Bij gebrek aan dit advies binnen deze termijn, wordt zonder meer verder gegaan.

**Art. 37.** Indien het cultureel centrum de erkenning van een gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten aanvraagt, zenden de diensten van de Regering het volledige dossier van de aanvraag om erkenning, hun advies, het advies van het provinciale college (de provinciale colleges) of het advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Commissie voor de culturele centra aan de Interdisciplinaire raad van de podiumkunsten voor de analyse van de gespecialiseerde culturele actie tot verspreiding van de podiumkunsten, over.

De bevoegde sectorale adviesinstantie brengt haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies.

Bij gebrek aan dit advies binnen deze termijn, wordt zonder meer verder gegaan.

**Art. 38.** De adviezen bedoeld bij de artikelen 33 tot 37 worden aan de Regering overgezonden.

De Regering beschikt over een termijn van negentig dagen vanaf de ontvangst van de adviezen om zijn beslissing te nemen.

**Art. 39.** De erkenning van elke culturele actie wordt voor een periode van vijf jaar toegekend.

**Art. 40.** De erkenning toegekend door de Regering heeft uitwerking met ingang van 1 januari van het jaar dat op dat van de beslissing volgt.

**Art. 41.** Op de voordracht van de Commissie voor de culturele centra kan de Regering een proefperiode opleggen van één jaar, die een keer vernieuwd kan worden, aan het culturele centrum waarvan de culturele actie erkend is, wanneer het niet aan het geheel van de erkenningsvoorwaarden voldoet.

De Regering bepaalt de nadere regels van de proefperiode bedoeld bij het eerste lid.

**Art. 42.** In geval van weigering van de erkenning van een algemene culturele actie, kan een nieuwe aanvraag om erkenning ingediend worden door het culturele centrum gedurende het jaar dat volgt op de kennisgeving van de weigering.

In geval van weigering van een geïntensifieerde culturele actie, een gespecialiseerde culturele actie of een gespecialiseerde culturele actie van verspreiding van de podiumkunsten, kan een nieuwe aanvraag ingediend worden door het culturele centrum gelijktijdig met de aanvraag om vernieuwing van de erkenning van de algemene culturele actie.

**Art. 43.** De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning van de erkenning van de culturele actie en de beroepsprocedure ten opzichte van een beslissing tot weigering van de erkenning van een culturele actie.

#### *Afdeling III. — Verlenging van de erkenning*

**Art. 44.** Uiterlijk op 30 juni van het jaar voorafgaand aan het einde van de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 39 kan het cultureel centrum de verlenging van de erkenning van de culturele actie aanvragen.

**Art. 45.** Wanneer het cultureel centrum, bij het verstrijken van zijn erkenning, de verlenging ervan vraagt, kent de Regering deze verlenging toe voor zover het cultureel centrum aan de evaluatieprocedures bedoeld in hoofdstuk 9 beantwoordt, een project van culturele actie zoals bedoeld in hoofdstuk 4 opstelt en dat het aan de voorwaarden bedoeld in dit hoofdstuk, afdeling 2 beantwoordt.

**Art. 46.** De Regering bepaalt de procedure voor de verlenging van de erkenning van de culturele actie.

#### *Afdeling IV. — Intrekking van de erkenning*

**Art. 47.** Indien het cultureel centrum de bepalingen van dit decreet niet naleeft of indien zijn financiële beheer ernstige gebreken vertoont die nagekeken werden, maant de Regering het cultureel centrum aan om de nodige maatregelen te nemen om deze toestand te verhelpen.

Het cultureel centrum beschikt over een termijn van negentig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanmaning om de nodige maatregelen te nemen.

Indien, na de termijn bedoeld in het tweede lid, de gebreken bedoeld in het eerste lid nog bestaan, vraagt de Regering een advies aan de Commissie voor de culturele centra.

De Commissie brengt haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen na de ontvangst van de adviesaanvraag.

De Regering kan, mits een opzeggingstermijn van zes maanden en zonder afbreuk te doen aan de naleving van de plichten van de werkgever voortvloeiend uit de arbeidswetgeving, de erkenning intrekken van een algemene culturele actie of, in voorkomend geval, een geïntensifieerde culturele actie, één of meer gespecialiseerde culturele acties of een gespecialiseerde culturele actie in de verspreiding van podiumkunsten.

De intrekking van de erkenning van de algemene culturele actie geeft aanleiding tot de intrekking van de erkenning van elke andere culturele actie van het cultureel centrum.

**Art. 48.** De Regering bepaalt de procedure voor de intrekking van de erkenning van een culturele actie en de procedure voor het beroep tegen een beslissing tot intrekking van de erkenning van een culturele actie.

#### *HOOFDSTUK VI. — Samenwerking tussen de culturele centra*

**Art. 49.** De culturele centra die de erkenning van hun culturele actie aanvragen of waarvan de culturele actie erkend wordt, kunnen de erkenning aanvragen van een samenwerking tussen ten minste drie onder hen.

De culturele centra bedoeld in het eerste lid ontwikkelen en voeren een samenwerkingsproject uit.

**Art. 50.** Het samenwerkingsproject bedoeld in artikel 49 kan betrekking hebben op het delen of de wederzijdse terbeschikkingstelling van materiële, menselijke, financiële, logistieke of technische hulpmiddelen tussen de culturele centra binnen het grondgebied dat bestaat uit de respectievelijke grondgebieden van vestiging en, in voorkomend geval, hun grondgebieden van project, ter aanvulling hiervan.

Het samenwerkingsproject kan gepaard gaan met de oprichting van gemeenschappelijke beheers- of adviesorganen.

**Art. 51.** Het samenwerkingsproject bedoeld in artikel 49 kan betrekking hebben op de ontwikkeling van een gemeenschappelijk project van culturele actie tussen de verschillende culturele centra.

Het gemeenschappelijke project van culturele actie vult het project van culturele actie van elk cultureel centrum aan.

De partnerculturele centra kunnen, in voorkomend geval, op verschillende manieren samenwerken aan het gemeenschappelijke project van culturele actie en op een overlegde en aanvullende manier specifieke culturele actie en artistieke, thematische, organisatorische acties ontwikkelen alsook acties in verband met een bijzonder publiek.

**Art. 52.** Het samenwerkingsproject bedoeld in artikel 51 toont de uitdieping aan van de uitoefening van het recht op cultuur ten minste op de grondgebieden van de vestigingen van de partnerculturele centra.

**Art. 53.** De samenwerkingsprojecten bedoeld in de artikelen 50 en 51 kunnen gecumuleerd worden door eenzelfde cultureel centrum.

**Art. 54.** De culturele centra die onder elkaar een samenwerkingsproject ontwikkelen, zoals bedoeld in artikel 49, duiden een cultureel centrum aan met het oog op de samenwerking.

**Art. 55.** Het cultureel centrum dat de samenwerking organiseert, dient, in overeenstemming met de partnerculturele centra, het samenwerkingsproject in met het oog op de erkenning van de samenwerking.

**Art. 56.** Het samenwerkingsproject bestaat in een beschrijving van de specifieke bijdrage van elk partnercultureel centrum, de verdeling van de mogelijke subsidies waarvan sprake is en een overeenkomst waarbij de plichten van de contracterende partijen bepaald worden.

#### HOOFDSTUK VII. — *Subsidiëring*

##### *Afdeling I. — Algemene bepalingen*

**Art. 57.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten krijgt het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, een jaarlijkse subsidie van de Franse Gemeenschap voor de duur van de erkenning.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitbetaling van de subsidie.

**Art. 58.** Het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, komt in aanmerking voor subsidies van de tewerkstelling overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, waaronder de subsidie bedoeld in artikel 16 van het bovenvermelde decreet voor een betrekking van vaste medewerker die bestemd is voor de directeur van het cultureel centrum.

**Art. 59.** Het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, kan, naast de subsidie bedoeld in artikel 57, één of meer punctuele hulpverleningen aanvragen die behoren tot de sectoren van de architectuur, de podiumkunsten, de beeldende kunsten, de visuele kunsten, de filmkunst, de permanente opvoeding, het onderwijs, de jeugd, de openbare lectuurvoorziening, de letteren, het boek, het cultureel patrimonium of elk ander cultureel of opvoedingsdomein.

Het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, kan, onder de voorwaarden vastgesteld door de Regering, in aanmerking komen voor een tegemoetkoming in de uitgaven veroorzaakt door de uitzonderlijke culturele acties die het jaarlijks in zijn programma inschrijft.

**Art. 60.** Op het voorstel van de Commissie voor de culturele centra kunnen de uitzonderlijke subsidies waarvan het totale bedrag 15 % van de jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 57 niet mag overschrijden, toegekend worden om de kosten te dekken die voortvloeien uit bijzondere omstandigheden waarbij het beheer van de verantwoordelijken van de instelling niet op het spel staat.

**Art. 61.** Het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, kan een buitengewone subsidie aanvragen voor de uitrusting of de inrichting om de aankoopinvesteringen te dekken voor de roerende goederen die nodig zijn voor de ontwikkeling van het project van de culturele actie.

De Regering bepaalt het percentage en het maximumbedrag naar rata waarvan de gedane investeringen door de subsidie gedekt worden.

Bij de erkenning van zijn culturele actie kan het cultureel centrum een subsidie voor eerste oprichting aanvragen waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld.

**Art. 62.** Vóór 30 juni van elk jaar bezorgt het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, de diensten van de Regering een activiteitenverslag, de balans en de resultatenrekening van het afgelopen sociale boekjaar vastgesteld op 31 december, alsook een begroting en een project van activiteiten voor het lopende boekjaar.

De balans en de resultatenrekening moeten in overeenstemming worden verklaard met een gestandaardiseerd boekhoudplan van de gesubsidieerde culturele operatoren en door de algemene vergadering goedgekeurd worden.

Het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, behoudt tijdens tien jaar elk bewijsdocument van het gebruik van de subsidies.

Het centrum stelt de documenten voor aan de diensten van de Regering op gewone aanvraag of bij elke inspectie ter plaatse.

**Art. 63.** Bij ernstige en bewezen tekortkoming kan de Regering volledig of gedeeltelijk de toekenning van één of meer subsidies schorsen.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de schorsing bedoeld in het eerste lid.

**Art. 64.** Indien de Regering een proefperiode bedoeld in artikel 41 aan het cultureel centrum toekent, zijn de bepalingen bedoeld in de artikelen 57 tot 61 niet van toepassing.

De Regering kan nochtans tijdens de proefperiode een specifieke forfaitaire hulp aan het cultureel centrum verlenen die ze bepaalt.

De hulpverlening bedoeld in het tweede lid mag niet hoger zijn dan de subsidie die vastgesteld wordt voor de algemene culturele actie.

**Art. 65.** De bedragen bedoeld in de artikelen 66, eerste lid, 67, 68, eerste lid, 70, eerste lid, en 71, eerste lid, worden jaarlijks aangepast aan de evolutie van de gezondheidsindex.

#### *Afdeling II. — Algemene culturele actie*

**Art. 66.** Na advies van de Commissie voor de culturele centra, kent de Regering aan het cultureel centrum waarvan de algemene culturele actie erkend wordt, een subsidie van 100.000 euro toe, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

De subsidie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend voor zover de globale bijdrage van het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) ten minste gelijk is.

De subsidie die de algemene culturele actie dekt, wordt jaarlijks aangepast op basis van de index 01.01.2016 = 100 in functie van de gezondheidsindex.

**Art. 67.** De Regering kan een cultureel centrum waarvan het grondgebied van de vestiging meer dan één gemeente dekt, een bijkomend bedrag toekennen van de subsidie bedoeld in artikel 66 van een maximaal bedrag van 25.000 euro per bijkomende gemeente, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

De bijkomende subsidie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend tot een passend bedrag van een globale bijkomende subsidie die toegekend wordt door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en).

#### *Afdeling III. — Geïntensifieerde culturele actie*

**Art. 68.** Na advies van de Commissie voor de culturele centra kent de Regering aan het cultureel centrum waarvan de geïntensifieerde culturele actie erkend wordt, een bijkomende subsidie toe van een maximaal bedrag van 400.000 euro binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

De bijkomende subsidie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend tot een passend bedrag van een globale bijkomende bijdrage die toegekend wordt door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en).

De subsidie die de geïntensifieerde culturele actie dekt, wordt jaarlijks aangepast op basis van de index 01.01.2006 = 100 in functie van de gezondheidsindex.

#### *Afdeling IV. — Gespecialiseerde culturele actie*

**Art. 69.** Na advies van de Commissie voor de culturele centra en de bevoegde sectoriële adviesinstantie kent de Regering aan het cultureel centrum waarvan de gespecialiseerde culturele actie erkend wordt, een bijkomende subsidie toe waarvan ze het bedrag vaststelt.

Bij uiteenlopende adviezen van de Commissie voor de culturele centra en de bevoegde sectoriële adviesinstantie, motiveert de Regering de toekenning en het bedrag van de bijkomende subsidie.

De subsidie die de gespecialiseerde culturele actie dekt, wordt jaarlijks aangepast op basis van de index 01.01.2016 = 100 in functie van de gezondheidsindex.

#### *Afdeling V. — Gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten*

**Art. 70.** Na advies van de Commissie voor de culturele centra en de Interdisciplinaire raad voor de podiumkunsten kent de Regering aan het cultureel centrum waarvan de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten erkend wordt, een bijkomende subsidie toe van een maximaal bedrag van 400.000 euro.

Bij uiteenlopende adviezen van de Commissie voor de culturele centra en de Interdisciplinaire raad voor de podiumkunsten, motiveert de Regering de toekenning en het bedrag van de bijkomende subsidie.

De bijkomende subsidie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend tot passend bedrag van een globale bijkomende subsidie die toegekend wordt door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en).

De subsidie die de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten dekt, wordt jaarlijks aangepast op basis van de index 01.01.2016=100 in functie van de gezondheidsindex.

#### *Afdeling VI. — Samenwerking tussen de culturele centra*

**Art. 71.** Na advies van de Commissie voor de culturele centra en, in voorkomend geval, de bevoegde sectoriële adviesinstantie kan de Regering aan het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt en dat gekozen wordt als cultureel centrum dat de samenwerking organiseert overeenkomstig artikel 54, een bijkomende subsidie voor het samenwerkingsproject toekennen waarvan ze het bedrag vaststelt.

De subsidie die het samenwerkingsproject dekt, wordt jaarlijks aangepast op basis van de index 01.01.2006 = 100 in functie van de gezondheidsindex.

#### *Afdeling VII. — Bijdragen van de geassocieerde overheidsbesturen*

**Art. 72. § 1.** Het/de overheidsbestuur(en) dat/die geassocieerd is/zijn aan een cultureel centrum, leveren gezamenlijk een financiële bijdrage en in de vorm van diensten waarvan de omvang en de nadere regels voor het gebruik bepaald worden in de programma-overeenkomst bedoeld in hoofdstuk 8.

§ 2. De financiële bijdrage(n) bedoeld in § 1 kan/kunnen bestaan in een subsidie of in de tenlasteneming door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en), van de uitgaven ten voordele van het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt.

De financiële bijdrage(n) bedoeld in § 1 zijn ten minste gelijkwaardig aan de subsidie geleverd door de Franse Gemeenschap met toepassing van artikel 66.

Wanneer het grondgebied van de vestiging van het cultureel centrum meer dan één gemeente dekt, is de minimale bijdrage die gezamenlijk toegekend wordt door de overheidsbesturen geassocieerd aan het cultureel centrum, in voorkomend geval, ten minste gelijkwaardig aan de bijkomende subsidie die geleverd wordt door de Franse Gemeenschap met toepassing van artikel 67.

§ 3. In voorkomend geval zijn de bedragen bedoeld in § 1 ten minste gelijkwaardig aan de subsidie geleverd door de Franse Gemeenschap met toepassing van de artikelen 68 en 70.

Indien de bijdrage(n) bedoeld in het eerste lid niet gelijkwaardig is/zijn aan de subsidie(s) geleverd door de Franse Gemeenschap met toepassing van de artikelen 68 en 70, wordt(en) de subsidie(s) van de Franse Gemeenschap tot een passend bedrag verminderd.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels die van toepassing zijn voor de inaanmerkingneming van de financiële bijdragen en in de vorm van diensten, die door de geassocieerde overheidsbesturen geleverd worden.

**Art. 73.** Het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) kan/kunnen aan het cultureel centrum waarvan de gespecialiseerde culturele actie erkend wordt, een financiële bijdrage toekennen of in de vorm van bijkomende diensten.

**Art. 74.** Met het oog op de uitvoering van zijn project van de culturele actie, ofwel is het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, belast met het beheer van de uitrustingen en voorzieningen die hem toevertrouwd worden door het (de) geassocieerde overheidsbestuur(en), ofwel wordt het rechtstreeks aan hun beheer geassocieerd.

Wanneer, op het betrokken grondgebied van de vestiging, één of meer gemeentelijke of provinciale culturele voorzieningen, voor hun verbouwing of hun inrichting, een subsidie hebben genoten van de Franse Gemeenschap inzonderheid overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten, maakt de betrokken gemeente of de provincie het mogelijk voor het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, ze te gebruiken.

De nadere regels voor het gebruik van deze voorzieningen en uitrustingen worden opgenomen in de programma-overeenkomst, zoals bedoeld in hoofdstuk 8.

Wanneer een geassocieerd overheidsbestuur een aanvraag om subsidie indient bij de Regering met het oog op het bouwen, de verbouwing of de inrichting van een culturele infrastructuur gelegen op het grondgebied van de vestiging van een cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, inzonderheid overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten, voegt het geassocieerde overheidsbestuur aan deze aanvraag een verbintenis toe waarin de verplichtingen bedoeld in het tweede lid nageleefd moeten worden.

**Art. 75.** Het/De geassocieerde overheidsbestuur(en) passen jaarlijks de financiële bijdragen aan, zoals bedoeld in de artikelen 72 en 73 op basis van de index 01.01.2016 = 100 in functie van de gezondheidsindex.

**Art. 76.** Indien het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) gezamenlijk een lager bedrag dan het bedrag vastgesteld in de programma-overeenkomst toekent(nen) met toepassing van de artikelen 72 en 73, licht de Regering het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) daarover in binnen een termijn van zestig dagen volgend op de kennisgeving.

Het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) beschikt(ken) over een termijn van negentig dagen om het bedrag van de subsidie recht te zetten dat aan het cultureel centrum wordt toegekend.

Wanneer het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) beslist(sen) om het bedrag van de subsidie recht te zetten, lichten ze de Regering daarover in binnen een termijn van twintig dagen.

Indien het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) het bedrag van de subsidie niet rechtzet(ten) overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het tweede en derde lid, vermindert de Regering tot een passend bedrag de subsidie die zij toekent aan het cultureel centrum waarvan de culturele actie wordt erkend.

**Art. 77.** Indien, na de procedure bedoeld in artikel 76, het bedrag toegekend door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) lager is dan ten minste vijftig procent van de bijdragen ingeschreven in de programma-overeenkomst ter uitvoering van de artikelen 72 en 73, trekt de Regering de erkenning van het cultureel centrum in.

**Art. 78.** Indien, na de procedure bedoeld in artikel 76, het bedrag toegekend aan het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) lager is dan de bijdragen ingeschreven in de programma-overeenkomst ter uitvoering van de artikelen 72 en 73 voor het tweede achtereenvolgende jaar, trekt de Regering de erkenning van het cultureel centrum in.

#### HOOFDSTUK VIII. — Overeenkomst tussen overheden

**Art. 79.** § 1. De Regering sluit een programma-overeenkomst af met het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, de provincie(s) op het grondgebied waarvan het grondgebied van de vestiging zich uitstrekt en ten minste de gemeente op het grondgebied waarvan de maatschappelijke zetel van het cultureel centrum gelegen is.

De programma-overeenkomst bedoeld in het eerste lid wordt afgesloten voor een periode van vijf jaar met ingang van 1 januari van het jaar volgend op het jaar van de beslissing van de erkenning van de culturele actie.

De programma-overeenkomst bevat ten minste de volgende elementen :

- 1° het project van de culturele actie;
- 2° het project van het financieel beheer van het cultureel centrum voor de duur van de programma-overeenkomst;
- 3° het bedrag van de subsidies bedoeld in hoofdstuk 7 die toegekend worden door de Franse Gemeenschap binnen de perken van de begrotingskredieten;
- 4° in het bedrag bedoeld in 3° wordt het bedrag dat het voorwerp uitmaakt van een bijdrage met een passend bedrag, dat geleverd moet worden door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en);
- 5° de bijdragen in de vorm van subsidies en in de vorm van diensten, geleverd door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en);
- 6° de nadere regels voor het gebruik van de culturele infrastructuren die ter beschikking worden gesteld van het cultureel centrum door het/de geassocieerde overheidsbestuur(en).

Na advies van de Commissie voor de culturele centra stelt de Regering een model van de programma-overeenkomst vast en bepaalt ze de procedure.

§ 2. Tijdens de duur van de programma-overeenkomst kan het cultureel centrum de titel dragen van “cultureel centrum met een overeenkomst” of “cultureel centrum met een overeenkomst met de Federatie Wallonië-Brussel”.

#### HOOFDSTUK IX. — *Evaluatie*

**Art. 80.** Het cultureel centrum stuurt de diensten van de Regering een uitnodiging voor de vergaderingen van de algemene vergadering, de raad van bestuur en de oriëntatieraad en de verslagen over hun activiteit.

**Art. 81.** Vóór 30 juni van het vierde jaar van de programma-overeenkomst stuurt het cultureel centrum een algemeen verslag van zelfevaluatie aan de diensten van de Regering rekening houdend met de gedeelde analyse bedoeld in artikel 19.

Het algemeen verslag van zelfevaluatie bevat twee delen :

1° een uiteenzetting van de resultaten en de gevolgen van de culturele actie van het cultureel centrum, een evaluatie van de relevantie en de doeltreffendheid met verwijzing naar de vooruitgang van de werkelijke individuele of collectieve uitoefening van het recht op cultuur door de bevolking van het grondgebied van de vestiging of van het project ten opzichte van de doelstellingen ingeschreven in de lopende programma-overeenkomst;

2° de richtlijnen van het project van de culturele actie voor de periode gedekt door een eventuele nieuwe programma-overeenkomst.

De bepalingen van afdeling 3 van hoofdstuk 5 zijn van toepassing ingeval van aanvraag om verlenging van de erkenning.

**Art. 82.** Vóór 1 november volgend op de indiening van het algemeen verslag van zelfevaluatie van de programma-overeenkomst organiseren de diensten van de Regering een overlegvergadering over de inhoud van het verslag.

De diensten van de Regering nodigen de volgende personen op de overlegvergadering uit :

1° drie vertegenwoordigers van het cultureel centrum waaronder de directeur en ten minste een vertegenwoordiger van de private kamer;

2° ten minste een vertegenwoordiger van elk geassocieerd overheidsbestuur;

3° ten minste een vertegenwoordiger van de Commissie voor de culturele centra ;

4° in voorkomend geval een waarnemer aangesteld door de Regering overeenkomstig artikel 91;

**Art. 83.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de overlegvergadering deelt het cultureel centrum in voorkomend geval de diensten van de Regering een bijkomend verslag mee in verband met de aanpassingen gebracht aan de richtlijnen van het project van de culturele actie.

**Art. 84.** Een overlegvergadering, zoals bedoeld in artikel 82, kan op elk ogenblik georganiseerd worden door de diensten van de Regering en dit, op eigen initiatief of op aanvraag van één van de partijen.

#### HOOFDSTUK X. — *Beheers- en adviesorganen*

##### *Afdeling I. — Beheersorganen*

##### Onderafdeling I. — Algemene vergadering

**Art. 85.** § 1. De algemene vergadering van het cultureel centrum bevat een openbare kamer en een private kamer.

§ 2. De openbare kamer mag niet meer dan de helft van de leden van de algemene vergadering tellen.

De openbare kamer is samengesteld uit :

1° ten minste één vertegenwoordiger per gemeente van het grondgebied van de vestiging van het cultureel centrum, aangesteld door de gemeenteraad(en);

2° indien het cultureel centrum in het Franse taalgebied gevestigd is, twee vertegenwoordigers aangesteld door de provincieraad(en) van het grondgebied van de vestiging van het cultureel centrum;

3° indien het cultureel centrum in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is, twee vertegenwoordigers aangesteld door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. De private kamer is samengesteld uit :

1° rechtspersonen of natuurlijke personen die een erkenning, een overeenkomst of een programma-overeenkomst afgesloten met de Franse Gemeenschap genieten;

2° verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen die voornamelijk een culturele activiteit op het grondgebied van de vestiging uitoefenen;

3° in voorkomend geval rechtspersonen of natuurlijke personen die een activiteit uitoefenen die bijzonder gebonden is aan de doelstelling van het cultureel centrum met inbegrip van de vertegenwoordigers van de feitelijke verenigingen;

4° in voorkomend geval, rechtspersonen of natuurlijke personen die de doelstelling van het cultureel centrum ondersteunen;

De rechtspersonen of de natuurlijke personen bedoeld in het eerste lid maken deel uit van de private kamer voor zover ze bij de voorzitter van het cultureel centrum een gemotiveerde kandidatuur ingediend hebben en hun kandidatuur een meerderheid van de gunstige stemmen heeft behaald die door de raad van bestuur en de algemene vergadering uitgebracht hebben.

##### Onderafdeling II. — Raad van bestuur

**Art. 86.** De Raad van bestuur is samengesteld uit minstens twaalf leden waarvan de helft aangesteld wordt onder de leden van de openbare kamer, met toepassing van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

De statuten van het cultureel centrum voorzien in de nadere regels voor de aanstelling van de bestuurders met inachtneming van de pariteit tussen beide kamers van de algemene vergadering.

## Onderafdeling III. — Beheerscomité

**Art. 87.** De raad van bestuur kan leden aanstellen die het beheerscomité vormen met als opdracht de directeur in het dagelijks beheer bij te staan.

*Afdeling II. — Oriëntatieraad*

**Art. 88.** De raad van bestuur stelt de stemgerechtigde leden van de oriëntatieraad aan, op advies van het animatiepersoneel van het cultureel centrum.

De directeur en het animatiepersoneel van het cultureel centrum zijn leden van de oriëntatieraad met raadgevende stem.

De oriëntatieraad stelt uit zijn leden een voorzitter aan.

De voorzitter van de oriëntatieraad zetelt in de raad van bestuur met raadgevende stem.

**Art. 89.** De oriëntatieraad is samengesteld voor tenminste de helft, uit de leden die niet behoren tot het animatiepersoneel, of tot de raad van bestuur van het cultureel centrum.

**Art. 90.** De oriëntatieraad gaat over de voortgezette zelfevaluatie van het project van de culturele actie. Hij werkt inzonderheid mee aan het algemeen verslag van zelfevaluatie bedoeld in de artikelen 81 en 82 en neemt deel aan de gedeelde analyse bedoeld in artikel 19.

De oriëntatieraad brengt op eigen initiatief of op aanvraag van de raad van bestuur adviezen over het project van de culturele actie uit, alsook over de culturele ontwikkeling op middel- en lange termijn van het grondgebied van de vestiging of, in voorkomend geval, van het grondgebied van het project rekening houdend met de gedeelde analyse bedoeld in artikel 19.

*Afdeling III. — Waarnemer van de Regering*

**Art. 91.** De Regering kan een waarnemer aanstellen bij het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, op eigen initiatief of op aanvraag van de diensten van de Regering, van een geassocieerd overheidsbestuur of een orgaan bedoeld in de afdelingen I en II. De waarnemer die door de Regering wordt aangesteld, wordt uitgenodigd op elke vergadering van de algemene vergadering en de raad van bestuur.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de uitoefening van de opdracht toevertrouwd aan de waarnemer bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK XI. — *Personeel**Afdeling I. — Directie*

**Art. 92.** § 1. Het cultureel centrum sluit een voltijdse arbeidsovereenkomst met een directeur af.

Het cultureel centrum beschikt over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de bekendmaking van de erkenning van zijn culturele actie om de overeenkomst bedoeld in het eerste lid af te sluiten.

§ 2. De raad van bestuur bepaalt in samenwerking met de diensten van de Regering het ambtsprofiel van de directeur alsook de procedure voor de selectie en de bekendmaking voor de aanwerving.

Het ambtsprofiel houdt inzonderheid rekening met de omvang van het cultureel centrum, het volume van de activiteiten, de infrastructuur, de grootte van het professionele team, de collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn voor de sector en, indien het bestaat, het project van de culturele actie.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanneming van het ambtsprofiel en voor de bekendmaking.

§ 3. De raad van bestuur van het cultureel centrum richt een examencommissie op die samengesteld is uit :

1° vertegenwoordigers aangesteld door de raad van bestuur van het cultureel centrum met inachtneming van het pluralisme en de vertegenwoordiging van de verschillende types van geassocieerde overheidsbesturen;

2° deskundigen zoals één of meer directeurs van andere culturele centra;

3° een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering.

§ 4. De kandidaat voor het ambt van directeur wordt verzocht om de examencommissie een motiveringsbrief en een project van animatie en beheer van het cultureel centrum mee te delen.

§ 5. De examencommissie onderzoekt de motivatiebrieven en de projecten van animatie en beheer van de geldig ontvangen kandidaturen.

§ 6. De examencommissie organiseert een schriftelijk examen voor de kandidaten voor het ambt van directeur.

De examencommissie bepaalt de rangschikking van de kandidaten na het schriftelijk examen en motiveert deze rangschikking.

§ 7. De examencommissie hoort dan de best gerangschikte kandidaten of, indien het aantal kandidaten lager is dan zes, het geheel van de kandidaten.

§ 8. De examencommissie bepaalt een algemene rangschikking na het schriftelijk examen en de hoorzitting en motiveert deze rangschikking.

**Art. 93.** De raad van bestuur stelt de directeur van het cultureel centrum aan rekening houdend met de gemotiveerde rangschikking vastgesteld door de examencommissie bedoeld in artikel 92.

Hij stelt de eerste gerangschikte aan voor het ambt van directeur van het cultureel centrum. Nochtans kan hij een minder goed gerangschikte kandidaat aanstellen voor zover hij de motivatie nader uitlegt, alsook de criteria die hij in aanmerking neemt om de rangschikking vastgesteld door de examencommissie te verwijderen.

**Art. 94.** De directeur is verantwoordelijk voor het culturele en administratieve beleid en van elke verantwoordelijkheid die hem door de raad van bestuur wordt toevertrouwd.

De directeur oefent het ambt van afgevaardigde voor het dagelijks beheer uit en is belast met de dagelijkse toepassing van de beslissingen van de raad van bestuur.

De directeur zetelt met raadgevende stem op de algemene vergadering, de raad van bestuur, de oriëntatieraad en, indien het bestaat, het beheerscomité.

De raad van bestuur gaat over tot de vijfjaarlijkse evaluatie van het project voor animatie en beheer van de directeur bedoeld in artikel 92, § 1.

*Afdeling II. — Professioneel team*

**Art. 95.** Het cultureel centrum beschikt over een professioneel team dat belast is met het beheer van het cultureel centrum en de uitvoering van zijn project van de culturele actie en dat de specifieke bekwaamheden heeft die daartoe nodig zijn.

**Art. 96.** Het professioneel team kan samengesteld worden uit :

- 1° het animatiepersoneel;
- 2° het administratief personeel;
- 3° het technisch personeel;
- 4° het onthaalpersoneel.

Het personeelslid dat gebonden is door een arbeidsovereenkomst met het cultureel centrum is uitsluitend bestemd voor de algemene culturele actie en, in voorkomend geval, de geïntensifieerde culturele actie, de gespecialiseerde culturele actie(s) of de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten.

Het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, geniet één of meer subsidies van de tewerkstelling overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, waaronder de subsidie bedoeld in artikel 16 van het bovenvermelde decreet voor een vast directeur.

Wanneer de directeur ter beschikking wordt gesteld van de gemeente, komt het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, niet in aanmerking voor de subsidie van de tewerkstelling bedoeld in artikel 9, 1°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

*HOOFDSTUK XII. — Representatieve organisaties*

**Art. 97.** De vereniging zonder winstoogmerk waarvan de algemene vergadering samengesteld is uit vertegenwoordigers of professionelen afkomstig uit ten minste de helft van de culturele centra waarvan de culturele actie erkend wordt, en die een federatieve actie uitvoert, wordt representatieve organisatie genoemd.

De federatieve actie integreert de functies van netwerking, diensten, voorstelling, onderzoek en ontwikkeling, mobilisering, informatie en opleiding.

De culturele centra nemen deel aan de definitie, het beheer en de evaluatie van de federatieve actie.

**Art. 98.** Na advies van de Commissie voor de culturele centra kan de Regering de federatieve actie bedoeld in artikel 97 erkennen en een subsidie binnen de perken van de begrotingskredieten aan de representatieve organisatie toekennen.

De nadere regels voor de uitbetaling van de subsidie worden door de Regering vastgesteld.

De subsidie die de federatieve actie dekt, wordt jaarlijks aangepast op basis van de index 01.01.2016 = 100 in functie van de gezondheidsindex.

**Art. 99.** De representatieve organisatie(s) ontwikkelen en voeren een project van de federatieve actie uit dat het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad dekt. Het project omvat alles of een gedeelte van de ambten opgesomd in artikel 97, tweede lid.

**Art. 100.** § 1. De representatieve organisatie stuurt de Regering een aanvraag om erkenning van haar federatieve actie.

De aanvraag om erkenning van de federatieve actie omvat ten minste :

- 1° de statuten van de representatieve organisatie;
- 2° de samenstelling van de algemene vergadering en de raad van bestuur van de representatieve organisatie;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel van de representatieve organisatie;
- 4° de sociale en financiële identificatie van de representatieve organisatie;
- 5° het project van de federatieve actie;
- 6° een financieel plan dat de duur van de gevraagde erkenning dekt;

§ 2. De diensten van de Regering bezorgen voor advies aan de Commissie voor de culturele centra de aanvraag om erkenning van de federatieve actie.

**Art. 101.** De erkenning van de federatieve actie wordt toegekend voor een periode van vijf jaar.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning en de verlenging van de erkenning van de federatieve actie.

**Art. 102.** De artikelen 59 tot 63 zijn van toepassing op de representatieve organisaties waarvan de federatieve actie erkend wordt.

**Art. 103.** De Regering sluit een programma-overeenkomst af met de representatieve organisatie(s) waarvan de federatieve actie erkend wordt.

De programma-overeenkomst bedoeld in het eerste lid wordt afgesloten voor een periode van vijf jaar met ingang van 1 januari van het jaar volgend op het jaar van de beslissing van de erkenning van de federatieve actie.

De programma-overeenkomst bevat ten minste de volgende elementen :

- 1° de algemene doelstellingen en de operationele hoofdlijnen van het project van de federatieve actie;
- 2° plan en voorwaarden van de acties die uitgevoerd zullen worden;
- 3° een financieel plan voor de duur van de programma-overeenkomst;

4° in voorkomend geval, de nadere regels voor het overleg en de samenwerking voorzien met de andere representatieve organisatie(s) voor de uitvoering van het project van de federatieve actie;

5° het bedrag van de jaarlijkse subsidie die toegekend wordt door de Franse Gemeenschap binnen de perken van de begrotingskredieten.

De Regering kan een gemeenschappelijke programma-overeenkomst afsluiten met de Franse Gemeenschap en verschillende representatieve organisaties.

**Art. 104.** Met toepassing van artikel 103, derde lid, 4° sluiten de representatieve organisaties waarvan de federatieve actie erkend wordt, onder elkaar een overeenkomst af die de wederzijdse verbintenissen van de contracterende partij bepaalt en die de nadere regels voor het overleg en de samenwerking bepaalt met als doel de coherentie en de complementariteit van de acties ontwikkeld in het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

De overeenkomst bedoeld in het eerste lid bepaalt, naast de elementen bedoeld in artikel 103, de bijzondere bijdrage van elke ondertekenende organisatie aan de ontwikkeling van de federatieve actie alsook de verdeling van de in verband daarmee subsidies.

#### HOOFDSTUK XIII. — *Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

##### *Afdeling I. — Overgangsbepalingen*

**Art. 105.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 106.** § 1. Het cultureel centrum dat erkend werd op basis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, wordt geacht over een positieve beslissing van de Regering te beschikken wat de mogelijkheid van de erkenning van zijn algemene culturele actie betreft.

Artikel 23 is niet van toepassing op het centrum behalve als het centrum erom vraagt.

§ 2. Het cultureel centrum dat erkend werd op basis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, beschikt over een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om een aanvraag om erkenning van de culturele actie in te dienen met toepassing van dit decreet.

Tijdens de periode bedoeld in het eerste lid behoudt het cultureel centrum de subsidies ingeschreven in de programma-overeenkomst die het afgesloten heeft met toepassing van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra.

Indien, binnen de termijn van vijf jaar bedoeld in het eerste lid, het cultureel centrum een aanvraag om erkenning van de culturele actie indient die ontvankelijk wordt geacht met toepassing van artikel 33, behoudt het cultureel centrum de subsidies ingeschreven in de programma-overeenkomst die het afgesloten heeft met toepassing van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, tot 1 januari van het jaar volgend op de beslissing van de Regering met toepassing van artikel 38.

Voorafgaand aan de indiening van de aanvraag om erkenning van zijn culturele actie overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 33 stuurt het cultureel centrum dat erkend werd op basis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, een algemeen verslag van zelfevaluatie aan de diensten van de Regering overeenkomstig de procedure bedoeld in de artikelen 81 tot 83.

De artikelen 82 en 83 zijn van toepassing op de aanvraag om erkenning bedoeld in het eerste en het vierde lid.

§ 3. Tijdens de vijf jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet kunnen slechts de culturele centra die erkend werden als gewestelijke culturele centra en de plaatselijke culturele centra die erkend werden in de categorie 1 overeenkomstig het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, de erkenning van een geïntensifieerde culturele actie vragen.

**Art. 107.** Tijdens de vijf jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet kunnen de culturele centra die erkend werden in de categorieën 2, 3 en 4 met toepassing van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, de erkenning van de algemene culturele actie vragen met toepassing van dit decreet, alsook de toekenning van de subsidies bedoeld in de artikelen 66 en 67, op voorwaarde dat de bijdragen van het/de geassocieerde overheidsbestuur(en) ten minste gelijkwaardig is/zijn.

**Art. 108.** Tijdens de vijf jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet kunnen de culturele centra die erkend werden in de categorieën 2, 3 en 4 met toepassing van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, rekening houdend met de bijdrage van het/de geassocieerde overheidsbestuur(en), een lagere subsidie aanvragen dan het bedrag bedoeld in artikel 66 of een meerjarige vooruitgang van de subsidie om het bedrag bedoeld in artikel 66 te bereiken dat gelijk is aan de meerjarige vooruitgang van de bijdrage van de geassocieerde overheidsbesturen.

**Art. 109.** De culturele centra die erkend werden in de categorieën 2, 3 en 4 met toepassing van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, kunnen slechts een aanvraag om erkenning van een geïntensifieerde culturele actie indienen van één of meer gespecialiseerde culturele acties of een gespecialiseerde culturele actie van verspreiding van de podiumkunsten en, in voorkomend geval, de in verband daarmee subsidies aanvragen na de positieve evaluatie van een eerste programma-overeenkomst afgesloten met toepassing van dit decreet.

In afwijking van het eerste lid kan het cultureel centrum dat op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om erkenning, over een overeenkomst of een programma-overeenkomst beschikt behorend tot de architectuur, de podiumkunsten, de beeldende kunsten, de visuele kunsten, de film, de permanente opvoeding, het onderwijs, de jeugd, de openbare lectuurvoorziening, de letteren, het boek of het cultureel erfgoed, de erkenning van een gespecialiseerde culturele actie aanvragen in verband met deze overeenkomst of deze programma-overeenkomst en de toekenning van een in verband daarmee subsidie.

**Art. 110.** Tijdens de vijf jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, kan het cultureel centrum dat niet erkend werd met toepassing van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, dat de erkenning van een culturele actie aanvraagt, geen aanvraag om erkenning indienen van een geïntensifieerde culturele actie, van één of meer gespecialiseerde culturele acties of van een gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten en kan ook niet, in voorkomend geval, de in verband daarmee subsidies aanvragen.

In afwijking van het eerste lid kan het cultureel centrum dat op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om erkenning over een overeenkomst of een programma-overeenkomst beschikt behorend tot de architectuur, de podiumkunsten, de beeldende kunsten, de visuele kunsten, de film, de permanente opvoeding, het onderwijs, de jeugd, de openbare lectuurvoorziening, de letteren, het boek of het cultureel erfgoed, de erkenning van een gespecialiseerde culturele actie aanvragen in verband met deze overeenkomst of deze programma-overeenkomst en de toekenning van de in verband daarmee subsidie.

#### *Afdeling II. — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 111.** In artikel 12, tweede lid, 7°, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden "uit de culturele raad van het Cultureel centrum, zoals bepaald bij artikel 6, 5° van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra" vervangen door de woorden " uit de oriëntatieraad bedoeld in de artikelen 88 tot 90 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra".

**Art. 112.** In artikel 1 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, wordt 5° vervangen als volgt : "5° "Cultureel centrum" : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra".

#### *Afdeling III. — Slotbepalingen*

**Art. 113.** Het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, wordt opgeheven.

**Art. 114.** Dit decreet wordt om de twee jaar geëvalueerd.

De Minister legt deze evaluatie voor aan de Regering en bezorgt de evaluatie aan het Parlement.

De evaluatie gebeurt in de vorm van een verslag over de uitvoering van dit decreet en omvat inzonderheid :

1° een analyse betreffende de toekenning, de verlenging en de intrekking van de erkenning van de culturele acties;

2° een analyse van de gebonden budgettaire stromen die de toekenning, de verlenging en de intrekking van de erkenning van de culturele actie met zich meebrengen;

3° een bijzondere analyse van de kredieten bestemd voor de culturele centra uit hoofde van de gespecialiseerde culturele actie.

De Commissie voor de culturele centra en het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid werken samen aan de evaluatie bedoeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 553-1. — Commissieamendementen, nr. 553-2. Verslag, nr. 553-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 20 november 2013.